

arsenal

CIBLE

Loin de poser les véritables problèmes de notre société, la campagne électorale a mis en compétition des forces purement gestionnaires. Dès lors, verra-t-on la classe politique en butte aux assauts d'oppositions extra-parlementaires portées par les courants profonds qui agitent notre société ?

THEME

Radioscopie des élections. A travers des études sur les électeurs, les états-majors partisans et l'influence des moyens de communication de masse, une analyse sans parti-pris de la grande fête de la classe politique.

IDEES

L'aliénation démocratique de la vie quotidienne. En proie aux multiples agressions de la société moderne, l'homme saura-t-il prendre le chemin de la libération ?

Dandysme et société du spectacle. Face au « sensationnel quotidien », le dandy s'efforce d'apporter au problème de l'existence une réponse qui n'est pas exempte de dangers.

Jouvenel et le Pouvoir. Une analyse critique d'un ouvrage fondamental.

LIBRE PROPOS

Un avocat belge s'interroge sur le droit et la liberté

ENTRETIEN

Christian Dedet. Un jeune écrivain en révolte contre la société actuelle.

N°4
MARS
revue mensuelle
le numéro 8fr
73

PREMIER COLLOQUE D'ARSENAL

l'autogestion

14-15-16
AVRIL
1973

premier colloque d'arsenal

Le premier colloque d'Arsenal se réunira pendant les vacances de Pâques, en avril, dans la région grenobloise. Le thème étudié sera l'autogestion. Pour tous renseignements sur le déroulement des travaux et les conditions d'inscription, écrire au directeur de la

Revue, 17, rue des Petits-Champs, 75001 - Paris-1^{er}.

Attention ! Le nombre des places est limité. (Participation aux frais : 26 F par jour et par personne.)

arsenal

ARSENAL

17 rue des Petits Champs

75001 Paris Tel : 742-21-93

CCP : ARSENAL La Source 30 737 24
revue mensuelle éditée par la **SOCIÉTÉ**
NATIONALE de PRESSE FRANÇAISE

Directeur de la Publication

Yvan AUMONT

Directeur

Bertrand RENOUVIN

Rédacteur en Chef

Philippe DILLMANN-UCHEL

Comité de Rédaction

Arnaud FABRE

Michel GIRAUD

Yves CARRE

Gérard LECLERC

Michel LEDOYEN

Georges Paul WAGNER

Conseiller Artistique

François FLEUTOT

Imprimerie

DESIGN-GRAPHIC

Publicité

SNPF

17 rue des Petits Champs

75001 Paris

Tél : 742 21 93

DIFFUSION NMPP

Une revue comme les autres, ou différente des autres ? Nous nous en voudrions de trancher sur ce point, laissant ce soin à ceux qui nous lisent.

Du moins pouvons-nous dire ce que nous sommes et ce que nous voulons. Ce que nous sommes ? Sans doute des aventuriers qui refusent d'être de simples marchands de papier. Certainement des hommes libres, puisqu'ils ne dépendent d'aucune puissance financière ou idéologique.

D'aucuns diront des rêveurs. Nous en ferions alors de bien étranges, soucieux que nous sommes d'agir sur notre temps.

Mais l'action n'est qu'un mirage lorsqu'elle s'applique à une réalité que l'on connaît mal. Dans une société où tout paraît vaciller, dans un monde qui semble tourner plus vite, il est bon d'accorder un peu de son temps à la réflexion, sous peine de se laisser emporter par le torrent de la vie, sans plus jamais être en mesure de démêler l'éphémère du durable, l'apparence du réel, la vérité de l'erreur.

Discerner les tendances, analyser les idées en s'efforçant de retenir les plus fécondes, donner la parole à ceux qui pensent et qui agissent, mais aussi prendre parti sans complaisance, refuser les idées fausses sans souci de la mode, affirmer ce que l'on croit et dire ce que l'on veut, tel est l'essentiel de notre projet.

La cité, dans toute sa complexité, sera notre domaine. Et le bien commun notre ambition. Le champ est vaste et notre projet peut paraître démesuré. Mais l'enjeu est tel, et l'indifférence si grande, qu'il n'est que temps de s'en préoccuper.

faux débat et vrais problèmes

« Elections, piège à c ... » (Jean-Paul Sartre)

« Elections, trahison » (La Nouvelle Action française)

Socialistes contre capitalistes, réformateurs contre conservateurs, communistes contre libéraux. Les clivages réapparus au cours de la campagne électorale semblent nets, et les choix proposés aux électeurs décisifs pour l'avenir du pays.

Comment ne pas approuver un tel système, qui permet au citoyen de choisir librement une équipe et une politique en fonction d'attitudes parfaitement claires, d'arguments soigneusement répertoriés et d'idéologies

strictement définies ? Et comment contester la valeur et l'importance des résultats ?

Ils le sont cependant, dans la mesure où la campagne électorale a porté sur de faux problèmes, en mettant aux prises des forces politiques qui n'incarnent pas - tant s'en faut - la totalité des aspirations du pays réel. Faux problème que celui de la « subversion communiste » puisque le Parti communiste ne peut ni ne veut prendre le pouvoir. Faux problème que celui des nationalisations puisqu'elles ne peuvent être d'aucun effet sur les conditions du travail et qu'au surplus les partis de gauche seraient bien en peine d'empêcher qu'elles ne renforcent l'emprise de l'Etat. Et fausses alternatives, celles qui ont été posées par les programmes électoraux puisqu'ils ne proposent que des mesures de pure gestion, en éludant les problèmes les plus aigus et les options les plus décisives pour notre avenir.

Que de silences, que d'omissions pendant cette campagne : a-t-on jamais évoqué la menace qui pèse sur notre nation du fait de la guerre économique que nous livrent les Etats Unis ? S'est-on inquiété des orientations fondamentales de la politique étrangère de la France ? Qui s'est préoccupé du problème crucial que pose l'intervention croissante de l'Etat dans tous les domaines, jusques et y compris dans la vie privée des citoyens ? Et comment se fait-il que le débat sur l'avenir de la société industrielle ait été purement et simplement escamoté ?

Il est trop facile de répondre que les Français ne se sentent guère concernés par ces questions : les ouvriers des industries de pointe sont directement menacés, lorsqu'une puissance étrangère met tout en œuvre pour annihiler le fruit de leurs efforts. Et la sécurité des citoyens dépend des mesures diplomatiques et militaires qui sont prises par le gouvernement, de même que leur vie et leurs travaux quotidiens sont étroitement liés au modèle dans lequel la société s'inscrit.

Ces problèmes fondamentaux ont été, les uns après les autres, au centre du débat politique depuis plus de dix ans. Avec le général de Gaulle, ce sont les conditions de l'indépendance nationale, c'est le jeu de la France et les conditions de sa sécurité qui monopolisaient l'attention. Avec mai 1968, c'est la société qui a été contestée dans son ensemble, depuis le sort réservé aux travailleurs immigrés dans notre pays jusqu'au mode de croissance, sans oublier le difficile problème de la distribution des pouvoirs entre l'Etat et la région comme dans l'entreprise.

Aussi, comment prendre au sérieux cette campagne, dès lors que les grandes coalitions qui se disputent les suffrages sont d'accord pour ne pas aborder les problèmes fondamentaux de la société française ? Du « programme de gouvernement » à l'argument de tribune, tout est dicté par le souci de ne pas mettre en péril une coalition électorale organisée à grand-peine, tout reflète sous les phrases creuses et les grands mots l'incompétence et l'irrésolution. La question de l'Europe, et partant celle de l'indépendance nationale, diviserait trop la « majorité », de même que l'autogestion oppose diamétralement les communistes aux socialistes. Ne vaut-il pas mieux, dans ces conditions, faire de la surenchère sur les mesures de simple gestion, ou tenter de réveiller chez les électeurs d'anciennes terreurs ? Ce qui permet d'éluder la question des finalités de la croissance ou celle des modalités pratiques d'une « gestion démocratique ».

On rêve d'un parti ou d'un mouvement qui aurait bouleversé ce spectacle, où ceux qui occupent le devant de la scène jouent mal l'acte de la grande dispute parce qu'ils pensent aux émouvantes réconciliations du suivant. De « replâtrages » en majorités de rechange, tant de choses sont en effet possibles !

Mais la scène est désertée par ceux qui l'occupaient hier encore tout entière. La tradition gaulliste et nationaliste s'est réfugiée dans quelques groupuscules et les organisations qui entendent perpétuer l'esprit de Mai 1968 ne sont pas mieux partagées. Sans doute une grande partie de l'intelligence française s'y retrouve-t-elle, mais a-t-on jamais vu l'intelligence jouer le moindre rôle dans une consultation électorale ? Gaullistes, ces courants sont pourtant ceux des profondeurs, les seuls, en dehors du Parti communiste, à pouvoir rassembler les foules que ce soit sur les Champs Elysées le jour de la mort du général de Gaulle ou lors de l'enterrement de Pierre Overney.

Ces mouvements ont été absents du débat ces mois derniers. Mais qui peut affirmer qu'ils ne feront pas à nouveau une irruption brutale dans la vie politique française ? Tout porte à le croire au contraire car, quel que soit son résultat, le scrutin posera plus de problèmes qu'ils n'en résoudra : comment la « gauche unie » pourrait-elle adopter une attitude commune en politique étrangère ? Comment une « majorité présidentielle » englobant les Réformateurs aborderait-elle le problème européen et les négociations commerciales qui vont s'engager avec les Etats-Unis ? Comment une « majorité » semblable à la précédente éviterait-elle la montée de révoltes populaires trop longtemps contenues par les « impératifs » du combat électoral mis en avant par les syndicats ? Sans oublier la crise constitutionnelle possible, ou le retour aux pratiques de la IVème République. De « replâtrages » en « troisième force », on vérifierait alors que les élections ne décident ni de la composition des gouvernements, ni de l'orientation de leur politique.

Après un faux débat électoral, verra-t-on demain les équipes de gestionnaires qui sont au pouvoir se heurter à des mouvements extra-parlementaires décidés à s'opposer à l'Etat-Tout au nom de la liberté, à la société de consommation pour mieux changer la vie, au renoncement, européiste et atlantiste pour assurer l'indépendance de la nation ?

Partant de ces refus et de ces volontés, de nouvelles révoltes sont probables. Elles échoueront si elles ne possèdent pas une sûre doctrine de l'Etat, une appréhension juste de la réalité nationale et un véritable projet de civilisation. Mais il n'est pas certain que ces forces politiques marginales ne disposent pas un jour des éléments positifs qui leur manquent et qui pourraient un jour les rassembler.

Bertrand RENOUVIN

P.S. : Cet article a été écrit bien avant la fin de la campagne électorale. Des faits nouveaux peuvent survenir, mais je doute qu'ils puissent rendre caduc, ou ridicule, ce qui vient d'être dit. C'est donc très tranquillement que je prends le risque d'écrire un article sur les élections avant que leurs résultats soient connus.

Elections législatives
2^e circonscription / 2^e et 3^e arrondissements

Ymond KERV
Mouvement Réformat
Centre Démocrate - Parti

Suppléant :

PARTI LIBERAL

Jeannine

Ch...

les



PRÉSIDENNELLE
République

POUR LA MAJORITÉ
soutien au Président de la République

FRONT PROGRESSISTE



Parti Socialiste Unifié
présente

4 MARS 1973

DE SAINT-JOUAN



UNION DES RÉPUBLICAINS
DE PROGRÈS

FRONT NATIONAL
AIN PIVER

Candidature présentée par le

COMMUNISTE FRANÇAIS
le grand Socialiste et Démocrate
ART ÉCARTISTE

ELECTIONS LÉGISLATIVES DE MARS 1973

BAUDOIN DE SAINT-JOUAN
LUTTE OUVRIÈRE
DE
candidat
employé - 27 ans
Jean-François DOUVRE

Partis, Electeurs et Citoyens

par Arnaud FABRE

Emprunt, ou réminiscence ? Après le second tour des élections de 1968, désastreuses pour son parti, M. François Mitterrand affirmait qu'il fallait en appeler au *Pays Réel* plutôt qu'au « *Pays Légal* ». Cette distinction, construite par l'école d'Action Française au début du siècle, a été bien souvent reprise depuis lors dans la plupart des analyses de sociologie électorale. L'un, le « Pays légal » serait formé de l'ensemble de l'appareil gouvernemental (députés, ministres, Président), il opprimerait et mystifierait l'autre, le « Pays Réel », c'est-à-dire les aspirations familiales, régionales professionnelles de l'ensemble des citoyens qui en constitue la substance.

Pourtant, fera-t-on remarquer, les citoyens « bernés et trahis » par le Pays Légal n'en votent pas moins avec une belle constance pour les partis qui le composent... au risque de rendre fallacieux le distinguo maurrasien.

En effet. Mais les choses ne sont pas simples. On peut se demander si les préoccupations qui amènent un électeur à voter pour l'U.D.R., le parti radical ou les candidats communistes sont les mêmes que celles de l'appareil de « son » parti. On peut alors chercher à savoir s'il n'y a

pas une distorsion d'attitude, que l'avènement, sous la Ve République, d'un parti à vocation majoritaire serait loin d'avoir atténuée.

Clivages parlementaires et clientèles politiques

Durant la IIIe et la IVe République deux principes dominaient la vie politique.

D'abord les clivages au sein du personnel politique étaient multipliés par un certain nombre de problèmes dégénérant vite en querelles : laïcité, question sociale et attitude face au socialisme, opposition entre dirigistes et libéraux, entre-pro et anti-communistes, etc...

Ces clivages - se superposant rarement - contribuaient à émietter la vie politique : ainsi un radical était proche d'un socialiste sur la question religieuse... et de la droite classique en matière économique et sociale.

Parallèlement les citoyens se trouvaient privés d'organes autonomes permettant de représenter devant l'Etat leurs revendications catégorielles, professionnelles, syndicales, régionales : la centralisation niant les régions et asservissant les communes ne le permettait pas... pas plus que l'existence d'un syndicalisme relativement moins puissant et surtout moins indépendant qu'en Grande-Bretagne, ou aux Etats-Unis. Dès lors c'est vers les partis représentés au Parlement que les citoyens se sont tournés pour défendre leurs intérêts particuliers.

Ainsi se constituèrent des familles politiques individualisées chacune par la combinaison de quelques idées-forces et par leur liaison organique avec un groupe d'intérêts particuliers.

La gauche en miettes

A la fin de la IV^e République l'électorat réputé de gauche - uni sur le thème de la laïcité - était divisé en trois grandes familles fort différentes -voire opposées.

L'électorat communiste forme un bloc très différencié des autres. Il a ses bastions géographiques (« Banlieue rouge » parisienne ; Ouest et Sud-Ouest du Massif Central ; Bouches-du-Rhône ; Gard ; Vaucluse) ou socio-professionnels (49 % de ses électeurs sont ouvriers). Il est en revanche faible dans l'Est, l'Ouest, chez les agriculteurs, cadres supérieurs, industriels et commerçants.

Cette individualisation est due essentiellement au fait que les électeurs du Parti votent pour lui parce qu'ils se sentent à part et à l'écart dans la société française. C'est dans les ghettos de banlieue où la société moderne a enfermé la classe ouvrière que le Parti a établi ses forteresses les plus sûres et ce n'est pas pour rien que le Limousin, en pleine

régression économique, apporte un tiers de ses voix au P.C.

Ces délaissés de la France moderne (ce qui ne veut pas dire d'ailleurs les plus misérables (1)) votent alors pour le Parti par désir de justice sociale, pour obtenir l'égalité des chances grâce à l'école unique et laïque et pour appuyer les revendications salariales contre les « gros ».

Un tel particularisme de l'électorat communiste est renforcé par le P.C. qui a créé une véritable contre société avec ses rites et ses fêtes : pour le banlieusard parisien la Fête de « l'Huma » est (avec la Foire du Trône) la grande distraction annuelle. Le souci du P.C. de préserver l'identité de cette contre-société l'amène d'ailleurs, là où il règne dans les municipalités, à être un gestionnaire avisé... et très conservateur des genres de vie du prolétariat.

Enfin le Parti depuis la libération a su se concilier le patriotisme viscéral de l'électorat populaire : il a oublié le pacte germano-soviétique pour se proclamer le grand parti résistant aux « 75.000 fusillés » et a fait campagne sous la IV^e République contre le réarmement allemand et l'Europe des trusts.

Plus diversifié socio-professionnellement que l'électorat communiste l'électorat S.F.I.O. était localisé géographiquement, lui aussi, avec ses deux bases du Nord -Pas-de-Calais et du Midi. Il se maintenait dans les régions où il avait le gros de ses troupes grâce à un nombre considérable d'élus locaux (2), à une implantation très ancienne dans de grandes cités (Toulouse, Lille, Narbonne étaient socialistes depuis 1890). Mais, à la différence du P.C. qui a lui aussi un capital municipal important et ancien, la personnalité du maire socialiste joue au moins autant que son étiquette : le socialiste lillois sous la III^e était incarné d'abord

(1) La proportion des électeurs proches du minimum vital est supérieure à la moyenne nationale aussi bien dans l'électorat U.D.R. que dans l'électorat communiste.

(2) En 1958 le parti socialiste comptait 30.000 conseillers municipaux sur 80.000 adhérents.

par Salengro de même que le socialisme marseillais sous la IV^e est lié étroitement au nom de Defferre.

Parti de notables dans une grande mesure, la S.F.I.O. est de la sorte parvenue à capter la tradition protestataire du Midi qui, en proie au déperissement économique dû en partie à la centralisation, a cherché des intercesseurs bien placés à Paris pour faire pleuvoir les subventions ou pour faire entrer les jeunes ne trouvant pas de travail au « pays » dans les P.T.T. ou la S.N.C.F. Ceci explique la proportion importante de méridionaux dans la Fonction publique... et de Fonctionnaires membres de la S.F.I.O. à la fin de la IV^e République.

Au clientélisme, la S.F.I.O. joignait un violent laïcisme. L'électeur socialiste voyait dans ces instituteurs « *missionnaires de la République* » décrits par Pagnol et Gaston Bonheur, les propagateurs du savoir, de la lumière, du progrès qui dissiperaient les ténèbres de l'obscurantisme religieux.

Dès la fin de la IV^e République les radicaux, bien que représentant encore 12 % des suffrages exprimés, font figure d'électorat résiduel. Le parti radical formé de notables qui - contrairement à ce qui se passe à la S.F.I.O. - ne sont liés par aucune discipline, tenus par aucun appareil cohérent, n'a plus en 1958 ni doctrine ni programme et se réduit à « *un état d'esprit* ». Il joue sous la IV^e un grand rôle gestionnaire (sept des dix-sept présidents du conseil de la IV^e sont radicaux) mais résiste mal dans le Midi et le Sud-Ouest à la concurrence des notables S.F.I.O. qui font en outre de la surenchère sur le terrain de la laïcité, dont il fut le champion.

De plus il ne s'est jamais remis de l'effondrement de la III^e République dont il était le symbole.

Les radicaux, libéraux en matière

économique et anti-étatistes gardent cependant à la fin de la IV^e une audience auprès des membres de la bourgeoisie industrielle et commerciale qui sont « *de gauche* » sans être marxistes.

Insaisissables droites

La droite n'est pas moins morcelée que la gauche mais il est plus difficile de démêler les courants qui la traversent. Elle répugne à s'affirmer comme droite (3) à exposer une doctrine nette, à mettre en avant des idées-forces bien tranchées. Ce flou se retrouve dans ses formations totalement inorganisées et réduites à des comités électoraux. Mais le critère religieux peut en donner une assez bonne approche sociologique : alors que la gauche domine dans les régions déchristianisées, la droite l'emporte dans les pays pratiquants ou au moins de « *tradition chrétienne* ».

Sous la IV^e République, les modérés de la droite classique sont rassemblés vaille que vaille sous la bannière du Centre National des Indépendants, parti sans militants, mais riche d'un nombre impressionnant de conseillers généraux (supérieur même à celui des socialistes) et gérant de multiples municipalités. Les modérés cultivent la mystique de la libre entreprise et de la France rurale. Commerçants, professions libérales, agriculteurs, habitants des petites villes constituent leur clientèle notamment dans l'Est et l'Ouest. Souvent il se font élire sous des étiquettes neutres du style « *Défense des Intérêts communaux* ». Ils savent présider avec rondeur des comices agricoles et surtout se faire les commissionnaires diligents entre leurs mandats, le député, le sénateur, le ministre ami auquel il faut arracher une démarche, une faveur, une prébende. Question religieuse

(3) Aucun parti de « droite » n'inclut ce terme dans sa dénomination et sous la III^e République le centre-droit de l'Assemblée était constitué en partie par ... la gauche républicaine.

mise à part, ils se distinguent souvent mal d'un notable radical ... voire socialiste.

La libération a cependant porté un coup aux modérés coupables d'avoir été trop sensibles aux sirènes bucoliques de la Révolution Nationale. Ceci a permis à la démocratie-chrétienne de capter provisoirement une partie de leur électorat.

Sous la IIIe République, les équipes démocrate-chrétiennes étaient désireuses de christianiser la démocratie mais aussi de se faire accepter du personnel républicain en place. A la fois très confessionnelles et très « avancées » en matière de politique sociale et extérieure, elles n'avaient d'implantation que dans quelques régions où la question religieuse était particulièrement épineuse entre les deux guerres, comme l'Alsace-Lorraine.

La participation des chefs démocrates-chrétiens à la Résistance leur permet d'évincer les leaders modérés pétainistes à la libération. Le M.R.P. fut alors le premier parti de France. Mais au fil des élections suivantes, il ne cesse de perdre du terrain face aux modérés et se régionalise à nouveau dans les régions pratiquantes (Bretagne, Vendée, Alsace) attachées à la défense des valeurs familiales et subsidiairement (cas de l'Alsace) à la construction européenne.

En marge : Le courant autoritaire

Enfin, subsistait à la fin de la IVe République un courant « bonapartiste » et autoritaire qui depuis 1875 s'est manifesté par intermittence mais avec violence : l'incohérence parlementaire provoqua le phénomène boulangiste en 1887-89, la montée des ligues (Croix-de-Feu) dans les années trente, la poussée

gaulliste du R.P.F. en 1951. De même les classes moyennes en détresse se tournèrent vers Pujade en 1954-56. Mais jamais ce courant autoritaire ne parvint à constituer un parti durable. Deux ans après les élections de 1951 le R.P.F. éclatait et le poujadisme était en plein déclin en 1958. Ces partis demandant la réduction du rôle des Assemblées au profit de l'exécutif constituaient un corps étranger au système que la classe politique parlementaire tenta, toujours avec succès, d'éliminer.

Déclin du parlementarisme

Jusqu'au jour où le système parlementaire se détraque. En effet les électeurs qui continuaient par habitude à voter pour un parti étaient écœurés par le jeu partisan. Aucun des groupes présents à la Chambre n'étant capable d'obtenir la majorité à lui seul - surtout dans le cadre du scrutin proportionnel - des coalitions sans unité se faisaient et de défaisaient, entraînaient des crises ministérielles en cascade et la déliquescence de l'exécutif.

Naturellement ces coalitions s'avéraient impuissantes à résoudre les problèmes essentiels : la IVe République n'a pas eu de politique coloniale, ce qui aboutit à Dien-Bien-Phu, et fut incapable d'affronter le problème de la mutation de l'agriculture et du commerce. Elle réalisa la reconstruction industrielle mais esqua à peine un début de politique d'Aménagement du territoire, insuffisante pour bloquer l'engorgement de Paris. De plus sur ces coalitions sans consistance les pressions étrangères - américaines notamment dans la question algérienne - entraînaient un abaissement diplomatique de la France.

Face à cette situation le nombre des mécontents augmentait. Les électeurs

(4) Ce « Marais » est caractérisé par une faible politisation, une indifférence à l'égard des partis, un vote dicté par des impulsions (cf. à ce sujet Deutsch, Weil et Lindon : « Les familles politiques » - Edition de Minuit).

flottants, peu politisés, sans idées bien arrêtées d'avance, et qui forment le « Marais » (environ 30% des électeurs) (4) s'étaient totalement détachés du régime et rejoignaient la droite dans ses aspirations à un régime fort, rassemblant les Français autour d'un programme cohérent, restaurant l'autorité de l'Etat et le prestige international de la France.

Le phénomène gaulliste

On sait comment les équipes gaullistes utilisèrent le soulèvement algérois du 13 Mai 1958 pour ramener le Général au pouvoir. De Gaulle, bénéficiant d'une large popularité due à son auréole « *charismatique* » de libérateur du territoire, instaura un régime dont ses adversaires pensèrent qu'il disparaîtrait avec lui. Or rien n'est moins sûr, car quinze ans après on peut constater que le gaullisme a bouleversé la répartition des forces entre partis et réussi à constituer un mouvement à vocation majoritaire sinon dominante.

L'U.N.R. dernier avatar du R.P.F. n'est au départ ni un parti de militants comme le P.C. ni un parti de notables puisque son implantation municipale est très faible. Elle parvient à obtenir quelque 180 sièges à l'Assemblée en 1958 grâce au nom de De Gaulle mais elle est faible au Sénat, désigné par les élus locaux. Aux législatives de 1962 les électeurs votent pour De Gaulle contre les vieux partis qui avaient tenté de s'opposer à l'élection du Président au suffrage universel. L'U.N.R. et ses alliés obtiennent la majorité absolue à l'Assemblée (5).

Dès lors les formations modérées écrasées en 1962 sont vouées à disparaître ou à se rallier à la majorité car leurs notables, faute d'une représentation suffisante à l'Assemblée et d'entrées dans les ministères, ne peuvent plus jouer leur rôle de commissionnaires et garder leur clientèle

s'ils restent dans l'opposition. Dès 1962 une fraction des indépendants rallie avec Giscard d'Estaing la majorité. En 1965 lorsque disparaît le M.R.P. une fraction de ce parti derrière Maurice Schumann rejoint l'U.N.R. au lieu d'adhérer à son héritier le Centre-Démocrate. En 1969, après le départ de De Gaulle, l'ensemble majoritaire est encore renforcé par le ralliement des centristes C.D.P pour la plupart transfuges de la Démocratie chrétienne. Quant au vieux Centre National des Indépendants, il se rallie implicitement en 1970-71. Dans le même temps l'implantation municipale de l'U.D.R. - encore restreinte - progresse nettement.

Toutes les formations de la majorité font bloc dès le premier tour des élections en présentant - sauf exception - un candidat unique.

L'U.N.R. devenue U.D.R., et ses alliés constituent donc le premier bloc organisé qu'ait connu la Droite. Mais elle parvient à mordre sur les autres électors. Les électeurs indéterminés du Marais votent dans leur ensemble pour la majorité et l'on voit même l'U.D.R. « *mordre* » dans le Midi où les notables radicaux et socialistes se heurtent au même problème d'asphyxie que leurs collègues modérés.

Non sans une apparence de raison l'U.D.R. peut alors se prétendre un rassemblement des Français et non un parti. Elle peut s'enorgueillir d'avoir une structure socio-professionnelle qui est sensiblement identique à la structure nationale donc d'obtenir des voix dans toutes les classes sociales. Dans le même temps on note que l'écart entre le score qu'obtient De Gaulle dans les scrutins les plus personnalisés (référendum, élection présidentielle) et celui des candidats gaullistes aux élections législatives ne cesse de diminuer. Alors que l'U.N.R. n'avait obtenu que 17,6 % des suffrages exprimés au premier tour des élections de 1958 deux mois après un référendum où il y avait eu 79,2 % de OUI, l'U.D.R. obtient

en Juin 1968 43,6 % des suffrages alors que De Gaulle au premier tour des présidentielles de 1965 ne recueillit que 44 % des voix puis 47 % de Oui au référendum de 1969 qui provoqua son départ.

Dès lors l'U.D.R. se veut beaucoup moins le parti de la fidélité à De Gaulle et aux rites de la Résistance et de la France Libre. Alors que les Assises Nationales de 1963 avaient été ouvertes par l'envoi du drapeau tricolore à croix de Lorraine au son des quatre notes « d'ici Londres », l'U.D.R. de 1968 a pour slogan électoral « Pour bâtir avec nous la France de demain - Rejoignez l'Union des Démocrates de la Ve République ». Comme l'écrit M. Jean Charlot « Appel aux jeunes, appel à la participation, idéologie moderniste du progrès et du bonheur individuel : le message est plus proche de celui des conservateurs britanniques par exemple que du gaullisme traditionnel » (6).

Parti de « l'ordre », de la « stabilité », du « progrès dans la durée », l'U.D.R. a donc réussi à réaliser les aspirations du courant autoritaire en lui permettant de fédérer plus de 40 % des électeurs. Face à cela que font les oppositions ?

Désarroi des partis

Longtemps les partis d'opposition semblent avoir été frappés de stérilité et de cécité face au phénomène gaulliste. A gauche la S.F.I.O. des notables, écartée du pouvoir, n'a cessé de dépérir lentement, sa chute électorale étant partiellement masquée par l'absorption de l'électorat d'un parti radical, moribond (7). Au surplus elle s'est battue sur les terrains les plus mauvais notamment en 1962 où,

à côté des indépendants M.R.P. et radicaux, elle s'est faite la championne du parlementarisme. De plus dans la recherche d'alliés contre le pouvoir elle a oscillé entre l'ouverture vers un centre et une droite dont les effectifs fondaient à vue d'œil sous les assauts de la majorité, et une entente pleine d'arrière-pensées avec le P.C. qu'elle a si longtemps combattu.

Le P.C. de son côté n'était guère plus à son aise. Son caractère de parti « en marge », de contre-société, ses liens avec l'Union Soviétique l'avaient maintenu dans l'isolement durant la IVe République.

Face à la coalition majoritaire cet isolement pouvait devenir mortel en le privant de toute représentation parlementaire (8) et en le faisant étouffer dans un vase clos. Mais sa structure même a rendu difficile une alliance avec le reste de la gauche car il y a chez lui une peur de perdre son identité, et pour ses alliés une hantise d'un « coup de Prague » de la part de P.C. s'il arrive au pouvoir dans le cadre de l'Union de la Gauche.

La nécessité d'opposer un Front de la gauche au bloc gaulliste amena cependant le P.C. et la S.F.I.O. à présenter en commun la candidature Mitterrand, puis à conclure un accord de désistement mutuel pour les élections de 1967 et 1968. Cet accord reconduit pour les élections de Mars 1973 est complété et étayé par un programme commun de gouvernement. Mais l'alliance demeure conflictuelle, concurrentielle, assortie de nombreuses arrière-pensées. Quant au centre il n'a jamais été qu'une expression purement parlementaire favorisée par le scrutin proportionnel. Sous la IVe République, les éléments modérés de la gauche comme les radicaux, démocrates-chrétiens voire petits groupes charnières comme l'U.O.S.R. ou le R.G.R. (9) parvenaient

(6) Jean Charlot « Le Phénomène Gaulliste » (Fayard).

(7) En 1958 la S.F.I.O. avait obtenu 15,5 % des suffrages exprimés, les différentes nuances du radicalisme 7,8 %. En 1967 la F.G.D.S. regroupant radicaux et socialistes n'obtenait que 18,9 % des voix.

(8) En 1958 le P.C. qui était allé isolé à la bataille n'avait obtenu que 10 élus à l'Assemblée avec 18,9 % des voix.

alors à regrouper quelques dizaines de députés qui constituaient l'appoint indispensable des coalitions de centre-droit ou centre-gauche. Le scrutin uninominal à deux tours au contraire lamine ces petites formations et favorise les blocs (avec 44 % des voix les candidats gaullistes ont emporté 345 des 487 sièges aux élections de 1968).

Actuellement, le centre n'est plus que la conjonction impuissante des réticents à l'égard des blocs de gauche et de droite : réticences qui ne demandent qu'à se laisser vaincre. Déjà les radicaux de gauche ont rallié le programme commun et les Centristes C.D.P. la majorité. Et il est notoire que des deux chefs du mouvement réformateur, J.J.S.S. regarde volontiers vers la gauche alors que Lecanuet est tenté par la majorité.

Va-t-on alors vers une domination sereine et paisible de la majorité actuelle et la phrase d'Alain Peyrefitte « *Nous sommes au pouvoir pour trente ans si nous ne faisons pas de bêtises* » va-t-elle se vérifier ? Ce serait alors la fin de la classique instabilité institutionnelle française. Il reste à savoir si la mécanique majoritaire n'est pas appelée à se détraquer. Il reste à prouver surtout que le prisme des partis sous la Ve République dénature et travestit moins les aspirations du citoyen, que celui de la IVe.

A u - d e l a d u " Système pompidou "

La stabilité formelle qu'a connue la Ve République masque mal en effet la persistance d'un malaise réel chez les Français. Déjà Gaston Defferre remarquait en 1964 que « *Tous les Français sont anti-gaullistes ... sauf les électeurs* ». Les votes

successifs en faveur de De Gaulle et des Gaullistes n'ont pas empêché pour autant les émeutes paysannes de 1961. Ils n'ont pas empêché davantage de malaise étudiant ponctué par la révolte de 1968. Tous les députés bretons appartiennent à la majorité mais les régionalistes bretons en colère n'en plastiquent pas moins les perceptions... quand ils n'arraisonnent pas les ministres en visite officielle (10).

En effet la « *France de demain* » que veut bâtir la majorité apparaît comme France sans véritables finalités humaines. Le parti dominant pour s'implanter a été amené à mettre à l'appareil de l'Etat à son service. L'U.D.R. qui n'est ni un parti de militants ni un parti de notables, est en revanche un parti de clientèle avec cette différence par rapport au parti radical de jadis que le politicien de chef-lieu d'arrondissement a été remplacé par le « jeune loup » technocrate sorti de l'E.N.A. ou de Polytechnique. Le « *Tout Etat* » que dénonce Jean Ferniot (11) est constitué de ces quelques centaines de membres des cabinets ministériels, de la haute administration, des directions d'entreprises nationalisées qui déterminent l'avenir économique et social du pays, dans l'anonymat. Leur compétence est souvent réelle. Mais elle est soumise à la logique d'un pouvoir qui veut coloniser la nation sous prétexte de la rassembler.

Ceci explique le caractère bureaucratique de la « *société bloquée* » dont parlait en Septembre 1969 Jacques Chaban-Delmas.

Il n'est pas étonnant alors que la nécessaire décentralisation de l'Etat jacobin toujours promise soit toujours différée ou réduite à une simple déconcentration administrative comme en 1964 voire à une parodie comme le « *projet* » Pompidou de 1971.

Il n'est pas étonnant non plus de voir que les phénomènes d'urbanisation soient si mal contrôlés dans le cadre actuel et

(9) Ces deux partis n'étaient en fait que des groupes parlementaires dominés par les personnalités de Pleven et Mitterrand dans le premier cas, par Edgar Faure dans le second.

(10) Mésaventure qui est arrivée notamment, en Novembre 1969, à M. Guichard.

(11) Jean Ferniot : « Ça suffit » (GRASSET éd.).

que des revendications de plus en plus violentes apparaissent pour la préservation de la vie urbaine sur les problèmes de la pollution, du bruit, des transports démesurément allongés entre les banlieues et les quartiers industriels.

Il n'y a rien de surprenant enfin à ce que le grand corps rigide de l'Université avec ses 800.000 fonctionnaires, ses prétentions à la culture standard, son incapacité à donner un objet précis au contenu de son enseignement ait provoqué la révolte des étudiants en 1968, et leur abattement sceptique et résigné actuellement.

L'avènement d'un parti majoritaire n'a donc guère supprimé la dialectique *Pays Réel - Pays Légal*, bien au contraire.

Cette dialectique peut même entraîner une nouvelle crise institutionnelle. Déjà les électeurs flottants du marais ont exprimé à deux reprises leur mécontentement en mettant en ballotage De Gaulle en 1965 et en n'accordant qu'une chiche victoire à la majorité aux élections de 1967. Ils peuvent demain se porter sur le parti socialiste qui sous l'action des militants chrétiens de gauche a transformé en surface sinon en profondeur l'ancienne S.F.I.O. en parti moderniste.

Mais l'existence bloc gouvernemental de gauche est obérée par la présence du P.C. qui n'acceptera jamais de se fondre dans une union comparable à celle qui soude intimement U.D.R., Giscardiens et centristes C.D.P.

Verrons-nous alors, à nouveau, des majorités tournantes formées tantôt de socialistes, de réformateurs et de marginaux de l'actuelle majorité, tantôt de communistes-socialistes et radicaux, tantôt des partis de centre et centre-droit renforcés éventuellement par quelques transfuges du socialisme ?

Ce serait le retour à la IV^e République. Décidément les institutions de la France ont toujours autant de mal à garder à la fois leur cohérence interne et le contact avec les forces vives du pays. C'est ce qui fait leur irrémédiable faiblesse.

Arnaud FABRE



Presse, Pouvoirs, Profits.

par Michel LEDOYEN

Si les élections constituent la grande fête de la classe politique, elles représentent également une bonne aubaine pour la presse écrite, qu'elle soit parisienne ou provinciale. Les élections permettent en effet à la grande presse de mettre en œuvre une stratégie commerciale bien définie, qui est source de profits non-négligeables. C'est là le premier point, qui ne doit pas faire oublier les liens complexes qui unissent la presse écrite aux pouvoirs politiques et économiques.

Elections et profits

Que les élections soient une bonne aubaine pour les journalistes, nul ne saurait le mettre en doute : elles constituent pour eux la pâture qui les change de l'ordinaire. Et nul ne le déplorerait si la presse jouait à cette occasion un rôle d'éducation du corps électoral en procédant à des analyses globales qui permettraient au lecteur de saisir toute la portée de la consultation. En fait, ces analyses de fond ne sont entreprises que par quelques journaux (*Le Monde* en particulier), la grande majorité d'entre eux se consacrant essentiellement aux aspects les plus futiles de la

campagne. Et ce qui est vrai pour la presse nationale l'est encore plus pour la presse régionale qui, par le jeu de ses éditions multiples, consacre infiniment plus de place aux élections que la presse parisienne, mais qui noie leurs aspects essentiellement aux aspects les plus futiles de la campagne. Et ce qui est vrai pour la presse nationale l'est encore plus pour la

Considérée comme un événement ponctuel et favorisée comme tel, l'élection est donc traitée très superficiellement. Mais peu importe puisqu'il s'agit moins d'éclairer les électeurs que de se distinguer au détriment des concurrents. C'est là l'aspect commercial, qui est essentiel pour la grande presse écrite en période pré-électorale.

C'est un fait, alors que les Français, en période normale, lisent peu leur presse, le marché s'agrandit au moment des élections, les meilleures ventes ayant lieu juste avant et immédiatement après la consultation. Le problème des entreprises de presse est donc de profiter au maximum de cette conjoncture favorable, en la prolongeant le plus possible dans le temps. Il s'agit donc, pour que la courbe des ventes augmente le plus tôt possible, de créer puis d'entretenir le « suspense ». D'où le succès des sondages, qui sont publiés de

plus en plus tôt par les quotidiens comme les hebdomadaires : on l'a bien vu pour les élections législatives, où les premiers sondages apparurent dès l'automne en prévision d'une consultation qui se dérou-

lait à la fin de l'hiver. Mais l'accumulation de sondages globaux sur les intentions de vote des Français risquerait de décourager le lecteur par sa monotonie. D'où la volonté - particulièrement nette pendant la campagne de 1973 - de « raffiner » le plus possible les sondages. *Le Point* par exemple a publié des sondages par catégories socio-professionnelles (officiers, instituteurs, clergé) tandis que le *Nouvel Observateur* soumettait à une enquête particulière l'électorat de gauche.

Le seul inconvénient de la formule est que les sondages catégoriels coûtent trop cher pour un seul journal. C'est pourquoi on assiste à une association entre la presse de Paris et celle de province, de même que l'on constate une osmose de plus en plus étroite entre la presse écrite et la presse parlée : la première « prête » ses journalistes (Jean-François Kahn ou Jean Ferniot par exemple) à la seconde, ou bien encore toutes deux concluent des alliances offensives, du type de celle qui a réuni *Le Point* et *Europe 1*.

Cette brève analyse montre donc que les journaux se comportent comme de grandes entreprises qui entendent conquérir un marché. Le souci commercial passe tous les autres, même celui de la vérité (sauf pour un journal comme *Combat*). Et cet esprit de conquête balaie toutes les analyses qui mettent en opposition la liberté de la presse et l'argent : dans le « bon combat » pour la rentabilité, les journalistes et les patrons de presse sont au coude à coude pour que le titre « passe » par tous les moyens.

Dès lors, tous les milieux qui sont liés à la presse s'effacent : publicitaires, artistes, intellectuels passent au second plan afin de laisser le thème électoral se déployer largement, même s'il vient masquer la réalité des choses et des événements. On comprend donc combien la presse est nécessaire aux élections : elle

crée des spectateurs pour la représentation électorale, et des votants pour remplir les urnes. Elle remplit ses caisses par la même occasion, en paiement de ses bons et loyaux services.

presse et pouvoirs

Acharnée à tirer le plus large profit possible de sujet électoral, la presse ne se soucierait-elle en aucune façon du résultat de la consultation ? On évoque pourtant communément la presse « aux ordres » du pouvoir politique ou d'une coalition d'intérêts privés, quand on ne voit pas dans tel journal l'instrument d'un sombre complot, aux ramifications internationales.

La réalité est infiniment plus complexe. On sait que chaque journal est dirigé par un patron qui a des idées quant au pouvoir politique, lesquelles, en général, correspondent étroitement à ses intérêts personnels. Ceux qui ont des attaches avec le pouvoir amplifient naturellement les faits qui le servent, tandis que les patrons de presse qui y sont hostiles s'efforcent de les diminuer : on sait que *l'Aur re* n'est pas un journal neutre, et que *l'Express* sert de « caisse de résonnance » aux idées de Jean-Jacques Servan-Sreiber. Ajoutons qu'il existe, comme en politique, un « marais » dans la presse.

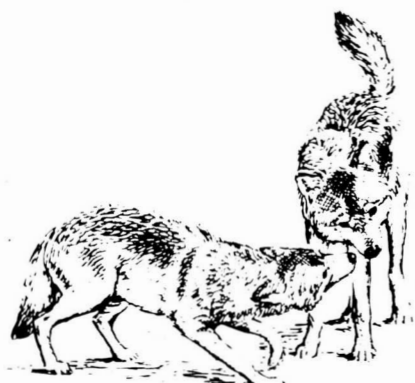
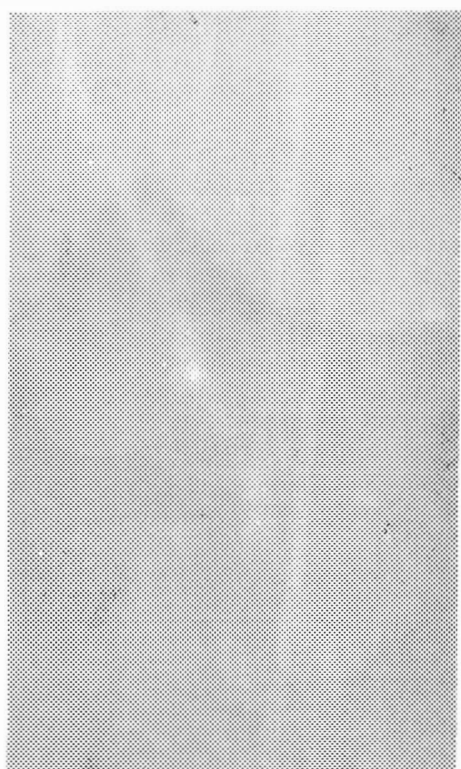
Les attaches de la presse avec le pouvoir, ou avec l'opposition, sont donc très réelles. Mais elles sont difficilement saisissables parce qu'elles ne sont pas organiques : les liens se tissent entre anciens condisciples de collège, entre anciens élèves des grandes écoles et par le jeu des relations qui composent ce que Jean Ferniot appelle le *Tout-Etat*. C'est par des habitudes de vivre communes, par les dîners en ville et par des services réciproques que se créent les liens qui unissent la presse et les pouvoirs.

Cela dit, peut-on considérer que certains journaux sont aux ordres du Pouvoir politique ? En fait, le Président de la

République ne finance aucun journal, il n'en influence aucun directement : on ne peut dire d'aucun journal qu'il est celui de l'Elysée, même la *Nation*. C'est que le Président de la République, du fait de sa fonction, est un homme assez seul dans la mesure où son élection à la magistrature suprême le fait sortir du *Tout-Etat*. Point d'influence directe donc, ce qui ne signifie pas que l'Elysée se désintéresse de la presse : un bureau de presse existe (c'est bien la preuve que le Président n'a pas d'autres moyens d'action), qui a pour but d'entretenir des relations « personnalisées » avec la presse.

Le Président de la République intervient donc par ce biais, plus efficace que n'importe quelle subvention. Comment, d'ailleurs, l'Etat se résoudrait-il à rester d'une neutralité parfaite à l'égard de la presse, lui qui ne cesse d'étendre ses interventions à tous les niveaux de la société.

Michel LEDOYEN



le 'Parlement global'

par François FERRIE

Peut-on, en démocratie parlementaire, manœuvrer le corps électoral grâce à la radio-télévision ? Peut-il y exister une objectivité qui, de moyen de pression qu'elle paraît être, la transforme en simple moyen d'information ? La persuasion clandestine y est-elle un danger plus grave que la publicité clandestine ? Ces questions, tout le monde se les pose plus ou moins à l'occasion d'une campagne électorale. Et tout le monde croit pouvoir y apporter une réponse, même si elle reste quelque peu confuse.

A vrai dire, rien n'est simple - c'est bien connu - et surtout pas ce genre de problème. Le prodigieux développement du parc des récepteurs de télévision au cours des dix dernières années (il y en a actuellement environ douze millions) a rendu caduques les analyses anciennes et ne permet pas aux comparaisons des sociologues de porter sur une assez longue période pour entraîner des certitudes.

On peut toutefois préciser la formulation des questions et suggérer des hypothèses et des interprétations. Et on doit tenter d'expliquer les conséquences politiques de l'intrusion de l'audiovisuel dans une société gérée par l'Etat démocratique.

La grande fête des elections

Les élections sont la grande fête de notre classe politique. La majorité se flatte volontiers d'avoir organisé quatorze consultations nationales en quatorze ans (référendum compris), soit une par an, chacune mettant en cause directement les dirigeants du pays. Les élections municipales sont d'ailleurs elles-mêmes politisées au niveau national ; les membres du gouvernement et les personnalités de la majorité comme de l'opposition ont presque toujours *leur* mairie, à laquelle ils consacrent un temps important de leur travail (comme par exemple Pierre Messmer pour Sarrebourg), et les mairies des grandes villes sont un enjeu tout aussi important, politiquement, qu'une circonscription parlementaire.

Pour chacune de ces consultations - référendaires, présidentielles, législatives ou municipales - tous les moyens d'information du pays sont mobilisés. A leur tête, la presse audiovisuelle apparaît de plus en plus comme ayant une influence

déterminante non seulement sur les résultats des consultations, mais sur le contenu même des programmes et le comportement des partis, qu'ils soient au gouvernement ou dans l'opposition.

La cinquième république, qui s'est trouvée tenir la télévision sur les fonds baptismaux, a dû improviser les règles selon lesquelles la politique peut y entrer.

On sait qu'à l'origine - c'est-à-dire il y a quelques années - l'improvisation allait jusqu'au simplisme : les journaux télévisés comportaient quotidiennement leur dose d'« inaugurations de chrysanthèmes », poses de première pierre, coups de ciseaux sur un ruban, bouteilles de champagne etc... servant de décors à des ministres toujours souriants et parlant avec optimisme du développement continu de l'économie française. Si un ministre trouvait qu'on ne le voyait pas assez souvent, il n'avait qu'à le signaler à son collègue de l'Information. Celui-ci, jusqu'à la mise sur pied du premier statut de l'ORTF, en 1964, pouvait, en appuyant sur un simple bouton, faire venir immédiatement à son bureau le directeur de l'ex-RTF, installé à l'étage en-dessous...

Par la suite, cette liaison se fit plus informelle. D'obscurs organismes, parfois présentés comme des croquemitaines, virent le jour : le S.L.I.I. (1) moins dangereux qu'on ne l'a dit, puis son successeur, le G.I.I. (2), invention chabanesque justement surnommée « chichi » : c'en était surtout un pour les dirigeants de l'ORTF, pendant la courte période où fut supprimé le ministère de l'Information.

A partir de cette époque, on vit nettement moins de ministres sur le petit écran, l'intervention du pouvoir se faisant plus subtile, en utilisant essentiellement l'autocensure des journalistes choisis, entre autres critères, pour les garanties qu'ils offraient. A quel niveau situer le minimum exigé ? Chaban-Delmas pensait que Pierre Desgraupes était du bon côté de la barre. Une grande partie de la majorité pensait le contraire. Elle les fit tomber tous les deux dans la même trappe.

Entretemps, le général de Gaulle avait donné une dimension particulière au fait télévisuel par l'usage qu'il en fit aux moments essentiels de l'abandon de l'Algérie, en quelques autres circonstances majeures, et à l'occasion de ses fameuses et théâtrales conférences de presse. La télévision politique était lancée. Il n'y avait plus qu'à la désacraliser pour qu'elle s'intègre définitivement à la vie démocratique française, ce qui fut fait en plusieurs étapes : d'abord l'élection présidentielle de 1965, où de Gaulle était en concurrence avec d'autres candidats et fut mis en ballottage, puis les élections législatives de 1967 et 1968 ; enfin, l'avènement du pompidolisme en 1969, triomphe de la désacralisation, de la banalisation de la vie politique. La télévision n'était plus le supergadget d'un pouvoir charismatique. Elle se mettait au service d'un régime retourné aux disciplines traditionnelles de la démocratie parlementaire.

Comme pendant ces belles journées de la Chambre des députés où les ténors de la vie politique présentaient successivement leur tour de chant, il était indispensable que nos solistes (y compris ceux qui font inmanquablement penser aux chanteurs de la Chapelle Sixtine) aient régulièrement leur quart d'heure de micro. Ce qui fut fait grâce à toute une série d'émissions du type *Face à face*, *Face à la presse* ou *A Armes égales*.

L'opposition n'a cependant pas mis longtemps à se rendre compte qu'elle n'était pas toujours favorisée par la répartition du temps d'antenne. En période électorale, il devint évident que les dés risquaient d'être pipés si la radio-télévision n'organisait pas un partage équitable de l'accès au micro et aux caméras. De l'improvisation pure, qui fut le régime en vigueur jusqu'aux présidentielles de 1965, on est passé à l'improvisation réglementée par la loi, ce qui fut fait le 21 décembre 1966.

C'est cette loi qui s'applique actuellement à l'ORTF. Ont droit à un temps d'antenne les partis formant un groupe à l'Assemblée nationale (c'est-à-dire ayant

au moins trente députés) et ceux qui présentent au moins soixante-quinze candidats. L'opposition de gauche a ainsi droit, comme la majorité, à trois heures d'antenne, tandis que les « petits partis » (réformateurs compris) ont droit à sept minutes chacun. Ceci pour le premier tour. Pour le second tour, les temps prévus sont d'une heure et demie pour les grands partis, et quatre minutes pour les petits.

Pour toutes ces émissions, un règlement adopté en janvier 1973 par le Conseil d'administration de l'ORTF prévoit que la diffusion se fait à une heure de grande écoute (vers 20 h 30), et passe simultanément sur les trois chaînes de télévision ainsi que sur France-Inter. Plusieurs genres d'émission sont possibles : la déclaration, le dialogue (en se mettant d'accord - si l'on peut dire - avec une autre partie) ou l'entrevue avec des tierces personnes.

Bref, petit à petit, on s'organise. Avec parfois de petits hiatus : ce n'est pourtant pas la faute d'Arthur Conte si personne, d'aucun côté, n'a voulu engager de débat télévisé avec Jean Lecanuet. Il y a des gens qu'on ne tient même pas à avoir pour ennemi...

Lire Mac luhan

Tout cela bouleverse-t-il la vie politique du pays ? On se gargarise de belles formules sur les *pouvoirs de la télévision*, sur la *révolution audiovisuelle*, etc... Il y a encore des gens pour faire du macluhanisme au premier degré et croire que les nouveaux « média » vont radicalement transformer nos comportements.

La contre-épreuve est pourtant en train de se faire sous nos yeux. S'il est vrai que le contenu du message est moins important que la réalité de son support, que c'est le *médium* lui-même qui est le message, c'est seulement en ce sens que la télévision ne se révèle qu'un facteur d'a-

brutissement supplémentaire, même - et surtout - quand elle veut faire de la « culture ». « On ne sera pas étonné que ce mot », écrivait Pierre Emmanuel dans *Le Monde* du 11 février, « entré par la force des choses dans le vocabulaire politique, y soit aussi presque toujours détourné de son sens social vers des significations plus manipulables. Plutôt que de le lier à la conscience civique, on le rapporte, par exemple, à l'information. Qui dit information dit moyens de masse, télévision. On débat s'il faut cultiver la télévision ou téléviser la culture. Il conviendrait d'abord de bien voir les limites de l'instrument. A la belle époque du macluhanisme, il semblait n'en pas connaître. Informés de tout, planétaires, nous allions sentir à fleur d'épiderme toutes souffrances et tous espoirs humains. En moins de dix ans, notre système nerveux périphérique s'est émoussé : un système d'images chasse l'autre, l'information devient distraction, désintégration. A dose massive, l'imprégnation par l'image ne rapproche pas du réel, elle en détache. Elle fait des distraits, des voyeurs. Mac Luhan voit dans la télévision la reconstitution, pour chaque téléspectateur, de l'esprit de village. Elle créerait, au niveau planétaire, un véritable *village global*. Il y a tout de même une intuition juste, dans cette thèse. La télévision a, en effet, débarrassé la place publique des débats qui, autrefois, restaient sagement consignés dans les feuillets du Journal Officiel, mise à part la maigre publicité que leur faisait la presse politique. Ni Briand, ni Blum, ni Laval, ni même Paul Reynaud n'ont fait ce que font aujourd'hui si facilement le moindre ministre ou le plus médiocre leader de l'opposition : entrer d'un seul coup dans des millions d'habitation, être au milieu des foyers, être présents au repas familial.

Tous les défauts des débats parlementaires se retrouvent ici : superficialité, démagogie, confusion des idées, compromissions et, surtout, ennui, lourd ennui des interventions toujours semblables à elles-mêmes. L'absentéisme a son équivalent : la faiblesse de l'audience commence à devenir la caractéristique de ces émissions. C'est le cas, par exemple, de l'émis-

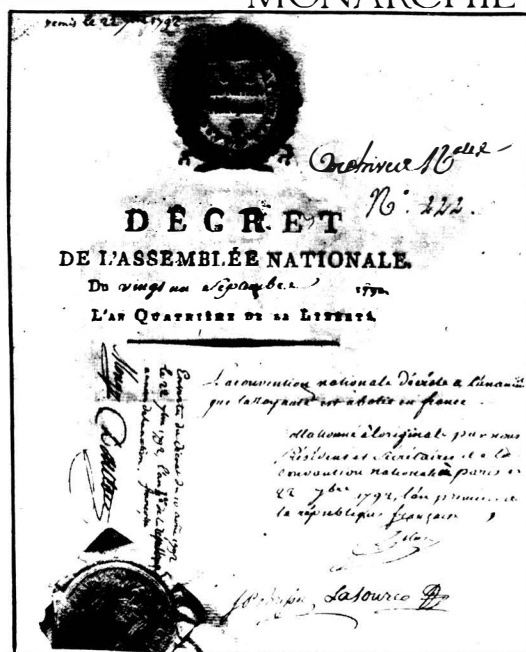
sion inventée par Arthur Conte lors de son arrivée : *La parole est aux grands partis politiques*. Qui écoute cela ?

Et pourtant, ce sont les téléspectateurs qui sont juges, et, comme les députés, sont appelés régulièrement à voter. Le parlementarisme n'est plus l'affaire de quelques uns, mais de tous ceux qui paient la redevance. Nous voyons l'avènement du « parlementarisme global ». Le système technocratique a trouvé là une forme d'institution politique convenant remarquablement à ses desseins. Juridiquement conforme aux grandes idées libérales du XIXème siècle, il est en même temps précieux grâce à l'abrutissement des citoyens qu'il garantit. Le « Parlement global » se comportera d'ailleurs comme tous les parlements : il détruira tout ce qui n'est pas lui-même. Majorité, opposition : quel que soit le résultat, le système restera en place. Le suffrage universel est conservateur.

François FERRIE



L'ABOLITION DE LA MONARCHIE



L'aliénation démocratique de la vie quotidienne

par Jean de DECKER

Les sirènes du progrès vont répétant que l'homme n'a jamais été plus Homme qu'aujourd'hui. On a vu, il y a une dizaine d'années, un académicien très savant échafauder toute une théorie du passage de l'ère de pénurie, (c'est-à-dire des guerres, du pouvoir, de l'accouplement monstrueux de l'horreur obscurantiste et du dogmatisme triomphant) à l'ère d'abondance, (qui sonne le glas de toutes les luttes, où l'homme enfin restitué à sa bonté originelle cessera à jamais d'être un loup pour l'homme, et où, au grand banquet des noces de l'homme et de la nature, il n'y aura plus de place du pauvre par extinction totale de cette race) (1). Ces thèmes faisaient parfois sourire. Ils sont aujourd'hui le fondement de la pensée officielle. Ils ont permis à un manager de régénérer un parti cacochyme (2), et sont en passe d'acquiescer droit de cité au Café du Commerce où le petit fils de Monsieur Prud'homme s'en fait l'ardent propagandiste.

L'étude de la valeur de telles thèses nécessiterait une recherche approfondie. Elle dépasserait le cadre d'une simple réflexion concrète, replacée au niveau d'un homme saisi dans sa quotidienneté. Celle-ci a-t-elle, d'ailleurs, quelque chose de commun avec cette vie majuscule que les mass-média tendent à imposer à l'homme ?

Vivre en ville ou l'aliénation permanente

Ne peut-on ainsi chercher à cerner la façon dont l'homme s'adapte à la vie dans les mégalofoles modernes ?

Avant Mac Luhan et ses thèses sur le « village planétaire », Gustave Thibon avait déjà saisi ce phénomène :

(1) Louis Armand et Michel Drancourt, « Plaidoyer pour l'avenir » Calmann-Levy, 1961.

(2) J.J. Servan-Schreiber, « Terre et Ciel », le Manifeste Radical, 1969.

« Qui trop embrasse mal étreint. Cela est vrai aussi dans l'ordre des sentiments. Il n'est pas plus possible à un homme de répondre à toutes les excitations affectives que d'apprendre toutes les sciences ou de faire tous les métiers.

Or, quel spectacle nous offrent les milieux urbains modernes ? les excitations de tous ordres y sont fantastiquement multipliées. Une tension permanente est nécessaire pour évoluer dans la rue ; les affiches, la T.S.F., le cinéma, apportent constamment à l'individu les échos du monde entier et viennent irriter son ambition, sa sexualité, sa gourmandise etc. L'âme éclaterait si elle devait réagir à chacune de ces sollicitations. Instinctivement, - pour se sauver, pour conserver un minimum d'équilibre au sein de ce tourbillon endiablé d'excitations - elle nivelle, elle automatise ses réactions. Trop de quémandeurs la harcèlent : pour répondre à tous sans se ruiner, elle fait de l'inflation, elle émet de la fausse monnaie. Après quelques années de ce régime, elle n'est plus capable d'un sentiment profond, d'une idée personnelle. Toute sa vie s'étale en surface : les passions et les opinions roulent indéfiniment, mais toute vertu de pénétration s'est envolée d'elle. » (3) Enumérer ces innombrables sollicitations laisseraient, sans aucun doute.

Il suffit d'évoquer les prospectus dont ruissent nos boîtes aux lettres, ceux qui nous sont distribués dans la rue, les affiches, les vitrines : chacun propose un objet de rêve à notre désir, ou de misère à notre pitié. Or, tant que les journées s'obstineront à n'avoir que vingt-quatre heures, il restera matériellement impossible pour l'homme de répondre par un comportement volontaire à chacune de ces sollicitations : on ne peut, en effet, vouloir efficacement et simultanément a) ne plus être en marge de la société b) passer des vacances de rêve sur les merveilleuses plages du sud c) satisfaire sa

soif d'aujourd'hui d'être solidaire des grévistes de Vierzon et de tous les peuples en lutte pour leur liberté. Cela est impossible, car chacune de ces aspirations, pour être réalisée, doit se traduire en actes qui ont ceci de commun qu'ils consomment de la durée.

Ainsi l'homme contemporain en est-il réduit à des réponses stéréotypées qui ne sauraient l'engager. Faites l'expérience du cinéma, quand Jean Mineur se propose de vous tenir compagnie en vous informant : 15 secondes de rêve et de liberté avec ce sous-vêtement qui « réinvente la nudité » ; 32 secondes de nostalgie de cette grand-mère paysanne (que vous n'avez peut-être jamais eue) et qui a livré pour vous ses secrets culinaires et séculaires à un fabricant de nourriture en boîte ; une minute (ou plus, les banques sont riches) à cet établissement financier qui vous en donne plus, et où la V.I.P. c'est vous ; enfin, quarante secondes de félicité, de verdure et d'eau fraîche avec cette admirable fiancée, sous la protection de l'aimable écureuil qui n'aspire qu'à abriter vos amours... et à chaque fois, cette vague volonté de changer votre vie, de la pimenter de liberté et de nourriture authentique, de forcer la considération d'autrui ... (4).

Mais ensuite ? Ensuite rien. Demain, il fera jour, et il faudra aller, qui au bureau, qui à l'usine et y rêver des prochaines vacances. Mais c'est une autre affaire.

Des loisirs contre le travail

Si l'on considère avec Ch. Maurras que « l'industrie ... n'a pas pour résultat unique de changer la face du monde » mais qu'elle « change l'homme lui-même, elle le perfectionne comme l'œuvre et l'outil

3) Gustave Thibon, « Diagnostics », Librairie Médicis, 1942.

4) On pourrait faire le même raisonnement sur les innombrables chantages à la pitié... il faut résolument considérer avec suspicion toute déclaration de solidarité qui ne se traduit pas par une action effective propre à alléger les injustices dénoncées.

perfectionnent l'ouvrier comme l'ouvrier et l'œuvre perfectionnent l'homme », il ne faut pas être très délié pour voir que les conditions du travail ne sont pas telles qu'elles favorisent ce double mouvement de création de l'œuvre et de fondation de l'Homme (5).

Quelle est la conséquence de ce qu'avec G. Thibon nous nommerons le travail malsain sur la vie de cet homme concret que nous cherchons à cerner le plus exactement possible ? « L'homme voué à un travail malsain est voué aussi au loisir malsain. Le loisir (avec toutes les « distractions » qu'il implique) n'est plus pour lui le prolongement rythmique du travail, c'est une manière de s'évader, de se venger du travail : au lieu de rendre la reprise du travail plus facile, il la rend plus amère.

Le stigmate de certaines formes modernes de l'activité sociale, consiste en effet en ceci : le travail et le loisir, normalement complémentaires y deviennent **antagonistes**, simples cas particuliers de cette loi générale : les choses qui saines, se complètent, malsaines, s'entre-dévorent, le mauvais amour des sexes tourne en haine des sexes, un **mauvais** sommeil empiète sur la veille et l'empoisonne. De même un travail **sans âme** : Ce mélange abrutissant de tension et de monotonie qui le caractérise jaillit sur le loisir - il prédispose à la débauche, c'est-à-dire à des plaisirs inhumains et artificiels comme lui ; les joies qui peuplent le repos des travailleurs deviennent ainsi quelque chose de tendu et de factice - une sorte de travail de seconde zone qui, loin de détendre l'âme et le corps, augmentent leur fatigue et leur intoxication (...)

Celui qui, en effet, ne trouve pas de joie dans son travail, trouvera du travail

dans sa joie. Le travail forcé à pour corollaire le plaisir forcé ». (6)

D'où la configuration particulière que prend l'année pour ceux de nos contemporains qui n'ont pas la chance d'avoir une activité indépendante : une sorte de parcours à obstacles qui, de week-end en week-end, débouche sur ce nirvâna des temps modernes, les vacances. Celles-ci, et dans une moindre mesure (mais le phénomène est le même) les week-ends, deviennent le pôle positif de l'emploi du temps du travailleur : il le nourrira de tous les rêves que favorise et lui inspire la morne insignifiance, à la fois confortable et épuisante, de son emploi salarié.

Il est alors inévitable, surtout lorsque l'on sait les modes d'organisation des loisirs, que le nombre des névroses aille croissant : la fuite d'une réalité jugée insupportable et le refuge dans une existence illusoire n'ont en effet jamais été spécialement recommandés pour qui veut conserver un certain équilibre psychique (7).

L'homme contemporain trouvera-t-il dans la fréquentation d'un patrimoine culturel des raisons et des moyens de conserver quelque cohérence au sein de ce maëlstrom qu'est la vie quotidienne ?

Vie culturelle ou la nouvelle barbarie

La circulation d'une masse de connaissances informes ou saugrenues ne recouvre en rien le concept de « vie culturelle ». Par contre on peut nommer ainsi la participation, à travers la

5) of. : le mouvement d'idées jalonné par les ouvrages de Georges Friedman, Pierre Naville, Alain Touraine, etc.

6) Gustave Thibon, op. cit. pp 30.31.

7) Rappelons que ce sont les conditions du travail qui sont en jeu, et non le niveau de sa rémunération. C'est, du reste, un des mécanisme du système que de « satisfaire » une exigence de qualité par des améliorations quantitatives. Mai 68 débouche sur les Accords de Grenelle dont la portée est forcément limitée.

8) cf. « Le projet maurassien », R. Gaillard, ARSENAL, Déc. 1972.

« lecture » d'une œuvre, à toute la tradition, c'est-à-dire à la chaîne des vivants et des morts, à leurs découvertes, à leur sagesse capitalisée et épurée. Pour évidente qu'elle puisse paraître à certains, la définition appelle cependant quelques précisions. « L'homme s'appelle société », (8), et les robinsonnades n'y changent rien - au contraire : **Robinson n'est pas un individu isolé ; il est, à lui seul, une société**, car il est riche de toute une somme de connaissances techniques, mais aussi morales, qui lui permettent de vivre et qu'il n'a pas eu à inventer lui-même.

La culture, c'est tout ce qui unit, tout ce qui relie l'individu à son environnement et à ses semblables, tout ce qui permet à l'individu de découvrir sa signification, celle du monde où il est jeté et où, par elle il s'enracine. C'est aussi bien l'usage d'une langue, la pratique d'une technique, l'art culinaire que la production artistique. Privé de tous ces biens qui lui donnent sa forme l'homme est en définitive privé de son âme.

Or quelles sont les pratiques culturelles dominantes aujourd'hui ? Lorsque à l'université, à l'Eglise, dans la Presse, dans tous ces lieux où l'esprit est censé souffler et le petit homme faire son apprentissage, on enseigne que 1) l'individu est mesure de toute chose (« j'aime » ou « j'aime pas » se substituant au « vrai ou faux ») 2) son individualité est sacrée, il ne servira à rien de lui affirmer qu'il est membre de l'humanité, si, en même temps, on n'a que venir pour toutes les médiations qui concrétisent et rapprochent cette humanité de l'individu, famille, nation etc. (9) 3) qu'au nom de tout cela il faut prendre les armes chaque fois que quelqu'un affirme la supériorité du maître sur l'élève, lorsque ces trois points sont la chartre implicite de toute activité dite officiellement « culturelle », on est alors réellement autorisé à parler de barbarie.

Car alors le Capital se dilapide ; la seule participation sera celle de la destruction du patrimoine au sein duquel on privilégiera les germes de mort. Celui-là passerait communément pour fou qui publierait un manifeste appelant à s'asseoir sur une branche, qu'on entreprendrait de scier. Que dire alors de ces auteurs qui ne rêvent que de libérer l'humanité de tous les impérialismes et de tous les dogmatismes, à commencer, bien entendu par celui du langage ... Bien sûr, ces proclamations marxo-surréalistes sont des cas limites (et limite absolue en matière littéraire), mais finalement y a-t-il une différence de nature entre elles et la pensée « officielle » ?

Ainsi les réserves morales s'épuisent, et l'homme moderne que l'on se sera gardé de former (10) (ce qui serait une atteinte à son individualité) sera incapable d'alimenter son esprit et de nourrir sa réflexion personnelle.

« L'homme est de plus en plus débordé d'excitations et de plus en plus séparé des sources cosmiques et spirituelles de la richesse intérieure. Il n'a plus d'âme à prêter aux réactions innombrables que l'ambiance lui arrache : tirailé, sollicité en tous sens, il se réfugie sur le seul plan où ses capacités de réaction soient presque indéfinies : **celui de l'automatisme et du rêve**. Là, il est inépuisable en réactions vides et frelatées comme la planche à billet est inépuisable en fausse monnaie ! L'automatisme résorbe son travail, et ses affections, ses joies, ses passions prennent la pâleur, la mobilité, la légèreté du songe. A ce degré, on peut se disperser presque sans limite ; vibrer à tous les souffles, servir d'écho à tous les bruits. L'activité extérieure et les sentiments ne comportent plus cet engagement profond, ce don épuisant de tout l'être propre à l'action authentique, à l'action humaine » (11)

9) cf. « Dans la mesure du réel, l'humanité, c'est la nation », Ch. Maurras.

10) ... à autre chose qu'à des recettes visant essentiellement à l'efficacité matérielle.

11) Gustave Thibon, op. cit. pp 27.28.

L'automatisme et le rêve, ou l'homme éclaté

Gustave THIBON nous fournit ici ce qui semble être la clé d'un diagnostic du quotidien vécu : l'homme contemporain est éclaté, et cette aliénation trouve sa source et son moteur dans la vie quotidienne telle qu'elle est informée par le système d'élection-consommation qui caractérise à des degrés divers nos sociétés industrielles modernes.

Deux êtres cohabitent en effet dans l'homme contemporain, un automate et un rêveur. Au premier appartient le domaine de la réalité objective vécue, c'est-à-dire l'ensemble des réponses stéréotypées et instantanées à toutes ces sollicitations qui affoleraient l'esprit s'il devait y répondre par une action véritablement humaine (i.e. volontaire et libre).

Mais l'homme est appelé à autre chose : se souvenant que son bien passe par la réalisation de ses virtualités, il se fixera un but dont l'atteinte nécessitera la mise en œuvre de ses facultés spécifiques - raison et volonté.

La difficulté apparaît dès qu'il s'agit d'incarner ce projet dans une pratique, et d'abord dans une pratique quotidienne.

Edgar Faure pensait que « le projet est du rêve qui consomme de la durée ». Là est le nœud du problème, car le temps est lui-même éclaté : il y a le présent - suite chaotique d'instantanés qui coulent à la manière des grains de sable et dont le nombre ne suffit même pas à répondre à toutes les sollicitations affectives distillées par le système - et il y a le futur, domaine du rêve, qui acquière une existence autonome et n'est plus le prolongement rythmique du présent. « Dehors, je sens le

temps qui coule en vain. Il ne doit pas couler ainsi, mais durcir et mûrir et vieillir. Il croit ramasser peu à peu l'ouvrage. Mais que durcit-il désormais qui vienne de nous et qui restera ! » (12).

Ainsi le temps est encombré, et si nous sommes « déportés dans l'instant », comment poser aujourd'hui des actes dont la fécondité ne paraîtra que Demain ?

L'homme n'a pas de difficulté à concevoir ces projets : c'est même une de ses caractéristiques que de ne jamais se contenter de sa situation présente. Toujours elle lui est insupportable dès qu'elle se fige, et toujours, il imagine autre chose.

Si les fins innombrables que l'homme peut fixer à son action ne sont pas identiques sous le rapport de leur moralité, elles ont cependant ceci en commun que, pour être réalisées, elles veulent des moyens.

Vouloir efficacement, c'est vouloir et la fin et ses moyens, et d'abord ses moyens immédiats, ou à mettre en œuvre dès l'instant présent.

Sinon, lorsque fin et moyens sont dissociés, lorsqu'il n'y a plus de liaison entre futur et présent, le projet se dissout dans le rêve, et la volonté se mue en velléité.

Si l'aliénation apparaît lorsque, cessant d'être moyen et mise en présence, la médiation devient opaque, ou, si l'on préfère, lorsque le nécessaire devient suffisant, ne sommes nous pas autorisés à parler d'aliénation de la vie quotidienne, et à travers elle d'aliénation de l'homme ?

Le parallélisme est rigoureux entre un quotidien fermé sur lui-même qui n'est plus le lieu où l'homme commencera à concrétiser son projet existentiel et cette transformation de l'homme volontaire et libre en caricature d'homme agie et velléitaire.

Au terme du processus, se dresse la figure hideuse de cette négation de l'homme : un pantin manipulé, dégoulinant superficiellement selon la plus grande pente de ses appétits et des moyens illusoire et immédiats mis à sa disposition par la collectivité.

De l'humiliation à la libération

Dans ce combat entre l'Homme et le Système, les jeux sont-ils faits ?

La lutte ne peut, par définition, être **désespérée**. Certes le système demeure puissant. Ses mécanismes sont bien rodés, et ses complicités nombreuses dans le cœur même de l'homme (13). Mais la victoire définitive, qui serait la Mort de l'Homme telle qu'elle est théorisée par certains, lui est à jamais refusée : car alors, le composé humain aurait définitivement régressé au rang de l'animalité. Et rien dans l'histoire du monde, ne permet d'imaginer qu'une telle mutation collective soit possible.

Est-ce à dire qu'il convienne d'attendre l'effondrement inéluctable du Système ? Bien sûr, il comporte **ses** propres contradictions, mais il est habile à les dépasser, et souvent ses dérapages se traduisent par une aliénation forcée (14).

Donc, il faut lutter. Et totalement : c'est-à-dire mettre un projet politique au service d'un projet de civilisation conforme à tous les éléments de la destinée humaine. C'est-à-dire aussi poser « hic et nunc » les actes propres à assurer demain la réalisation de cet objectif.

Nous sommes tous membres d'une cité humiliée, et tous, à des degrés divers, vivons ce divorce entre ces aspirations qui sont celles de l'Homme universel et un quotidien encombré de futilités.

Aucun débat de ce temps, qui abonde pourtant en interrogations nouvelles et en défis inusités, ne pourra être fécond s'il n'est d'abord fondé sur la conscience douloureuse de ce déchirement. Qui l'oublierait, ou userait trop vite des remèdes lénifiants que le système distille complaisamment, pour éteindre en lui la voix de l'Homme, verrait son discours prendre la pâleur du songe. Ses constructions pourraient participer à la perfection des figures évanescences tracées par les nuages au hasard des vents, elles en auraient aussi l'inconsistance.

Après le temps de l'humiliation, il arrive que vienne celui de la Révolte et de la libération.

Jean de DECKER



13) cf. « Le Projet Révolutionnaire », Ph. Duc-Maugé, ARSENAL, Janv. 1973.

14) Ainsi Mai 1968 qui d'un refus de la société d'élection-consommation débouche sur a) les Accords de Grenelle et un emballement de la consommation et b) les élections de Juin dont on sait les résultats : miracle des urnes, et dérision de toute contestation qui ne s'incarne pas dans un projet politique réaliste ...

Dandysme et société du spectacle

par Philippe DUC-MAUGE

« Et s'il est encore quelque chose d'inférieur et de véritablement maudit dans ce temps, c'est de s'attarder artistiquement sur des formes, au lieu d'être comme des suppliciés que l'on brûle et qui font des signes sur leurs bûchers »

Antonin Artaud. (Le Théâtre et son double)

« La raison et le sentiment se soutenant tour à tour et se réglant l'un par l'autre sont la sauvegarde et l'espérance du monde ».

Charles Maurras (Le Conseil de Dante)

Chaque analyse en profondeur de la société contemporaine doit être une analyse pertinente de notre mode d'exister et de vivre le quotidien. Car la société n'est pas une entité que nous pouvons isoler parfaitement de nous mêmes, comme s'il y avait d'un côté cette mécanique sociale réduite à ses rouages essentiels et de l'autre notre vie de chaque jour qui ne concernerait que nous seuls. Nous n'existons que par l'intermédiaire d'une collectivité qui elle-même n'existe que par et pour notre présence. Ainsi, parler de la

société, c'est encore une manière de se raconter et tout regard critique porté sur la société présente exige de la part de celui qui le porte une remise en question radicale de ses comportements habituels, de ses mœurs, de sa morale. S'il fallait résumer à l'extrême, on pourrait se contenter de dire : la société n'est pas « machin » ou « système », mais elle vit, elle est de chair, de sang, et a charge d'âmes. Mieux encore, et cela suffisant à l'exprimer pleinement : cette société est politique.

Hégémonie du spectaculaire

Or, cette proposition étant fondée, si nous pensons que notre société est devenue présentement celle du spectacle, ce caractère spectaculaire que nous lui trouvons doit pouvoir nous renseigner sur notre quotidien, nous le faire connaître pour ce qu'il est, c'est-à-dire une représentation. En effet, la société du spectacle par excellence n'est-elle pas la troupe de comédiens ? En d'autres termes, délaissant l'analyse globale de la société du spectacle reportons nous à la condition spectaculaire de ses membres, passons du problème de la troupe à celui du comédien. Et pour faire sentir cette hégémonie du spectaculaire dans le quotidien, prenons un fait divers qui, apparemment sans rapport avec notre objet de discussion, va pourtant se révéler riche de sens.

Il s'agit du scandale provoqué par la reproduction sur les murs de Paris, par voie d'affiches et en six mille exemplaires, des fesses de Michel Polnareff. Si nous laissons de côté le problème de l'indécence en général, pour ne nous occuper que de cette affiche particulière, que pouvons-nous en dire ? D'abord qu'elle fut spectaculaire et qu'étant spectaculaire elle atteignit son but. Ce papier où certains n'ont voulu voir que de l'obscène (y-était-il seulement ?) nous lui conférons, grâce à la naïve provocation qu'il contient, un certain pouvoir de dérision. Qui dit dérision, dit jugement critique : cette affiche fut aussi une condamnation.

Jusqu'à présent, les murs de Paris prenaient très au sérieux leur rôle d'exutoire sacré. Se croyant véritablement le lieu d'expression des revendications populaires, ils pensaient bien avoir acquis le droit au respect et à la considération. Grosse tache de cancre au milieu de la page, les fesses de Polnareff le leur ôtent brusquement. Le petit monstre, il a osé !... Qui après cela prendrait au sérieux le bavardage insipide ou sulfureux de ces

murs concierges. (Ils avaient toutefois des oreilles, maintenant une langue, à quand l'œil de Big Brother ?). Et puisqu'ils ont, soi-disant, pris la parole, Polnareff la leur coupe avec impertinence. Les slogans politiques, atteints dans leur honneur, sont rabaissés au stade primaire du graffiti. De plus, exhiber son postérieur par voie d'affiche est aussi une façon de se rire de l'érotisme publicitaire. Pourquoi les fabricants de « collants-de-toutes-les-couleurs » ou de « déodorants-corporels-incolors-et-sans-taches » auraient-ils le monopole de la libido promotionnelle ?

La nudité commerciale n'est pas innocente, merci Polnareff de nous l'avoir rappelé. Vos fesses ont jeté un discrédit amusé aussi bien sur la publicité érotique (à prétention artistique ou pas) que sur le message publicitaire dans son ensemble : tout est à mettre dans le même sac. Il n'y a pas de hiérarchie entre la pâte dentifrice X et le « programme-commun-de-gouvernement ». Avec les deux, derrière l'affiche alléchante, guette l'aliénation.

Nous le savons bien hélas, rien ne doit être refusé à la publicité, le consommateur a tous les droits, y compris celui d'être dupe et de consommer des rêves, de ces rêves roses qui sentent bon un autrefois heureux. Enfin tout est permis au publiciste, Polnareff s'en est servi, s'en est moqué... et en a profité. Car ce musicien à la silhouette ambiguë a beau répéter à qui veut l'entendre « quand j'étais petit, je n'étais pas grand, je montrais mon cul à tous les passants », il a beau faire la nique à ses détracteurs comme à ses admirateurs, n'empêche qu'il vit, lui aussi, du spectaculaire. Mieux, il est à lui-même un spectacle ambulante. Son monde est celui des apparences, il ne se distingue pas du décor qu'il crée, il est le décor où il se meut.

Combinaison à paillettes, chevelure épaisse et tire-bouchonnée, sur les yeux des lunettes en forme de loup, il avance masqué au milieu de ses phantasmes, seul, irrémédiablement seul. Et quand un journaliste de l'Express trace de lui ce portrait rapide : « adolescent inguérissable qui fait du karaté entre deux dépressions ner-

veuses et s'acharne à crier : je suis un homme, alors qu'on ne lui demande rien », faut-il en rire ou en pleurer ?

Derrière l'affiche, il y a cet artiste désespéré par sa condition d'idole chosifiée, qui désire, en montrant qu'il peut faire ce qu'il veut, quand il veut, prouver qu'il existe, qu'il vit. Ainsi tous ces caprices, même les plus farfelus, sont la preuve d'un mal de vivre qui dépasse le dérisoire des provocations, pour atteindre au plus profond de l'homme.

Cependant, cela ne saurait faire oublier que l'affiche en question était aussi une affiche parmi les autres, même si elle semblait les subvertir, et qu'en fin de compte, son but était aussi d'attirer l'attention puis le client, donc de perpétuer l'aliénation du pauvre consommateur de rêve (microphage) que nous sommes tous, plus ou moins.

Spectacle et illusion

Il y a dénigrement du spectacle qui est lui-même spectaculaire, cela ne fait aucun doute. Et cela parce que le spectacle n'a pour règle que de surprendre encore et toujours, se surprendre lui-même, s'enivrer de provocations.

Les surprises déferlent à un rythme sans cesse croissant, sur un spectateur de plus en plus passif. La passivité n'est pas une indifférence qui exclue la complicité, bien au contraire. Les trouvailles formelles de la mode, de la publicité ou de la propagande nous amusent et nous impressionnent fortement. Elles nous impressionnent dans leur état brut sans que nous ayons besoin de les analyser; de les comprendre, elles opèrent à la manière de l'illusion. Le choc spectaculaire se rapproche et s'assimile à l'illusion, en ce qu'il n'implique pas instantanément un effort de conscience ou une intériorisation qui le dépouillerait de son pouvoir de surprise. L'esprit est déjà pris sous le charme

de l'image quand la conscience se réveille. Elle n'intervient que pour redresser, corriger, sanctionner, mais encore faut-il l'alerter.

Notre société est si prodigue en excitations spectaculaires, toutes aussi ingénieuses les unes que les autres, qu'une conscience en permanence sur le qui-vive s'endurcit rapidement au point de rejeter en bloc toutes les informations contenues dans l'environnement culturel. Si toute production de ce dernier semble empoisonnée, elle en vient parfois à considérer la modernité comme une œuvre satanique. Alors la conscience vaincue se retranche, s'isole, condamne globalement et se refuse à porter des jugements. Qui n'a pas connu de ces réactionnaires-libertaires, farouchement exclusifs et toujours prêts à livrer bataille contre cette nouveauté protéiforme qu'ils appellent dédaigneusement le progrès ? Le spectacle tue ceux qui lui résistent en les asphyxiant, et les autres, ceux qui se livrent naïvement à lui, les noie, les dissout, les résorbe ... Tel est le spectacle, qu'il fallait nommer avant de le démontrer et de l'analyser.

Une société massifiée

Venons-en maintenant au pourquoi. Pourquoi en effet notre quotidien est-il si spectaculaire ?

On constate aujourd'hui que notre société se « massifie » continuellement. Ce phénomène, vaguement perçu par chacun à travers son expérience d'administré ou de consommateur, signifie la perte de l'échange spontané, du dialogue immédiat, de la conversation improvisée que pourtant toute communauté humaine suscite naturellement.

Comme le dit Gustave Thibon, « L'homme n'est pas fait pour la solitude, vae soli ... Mais il n'est pas fait non plus pour la multitude : misereor super turbam ... Il est fait pour vivre en

petits groupes vivants (famille, communauté locale ou professionnelle). Ceux-ci seuls sont capables de le conduire à la pleine réalisation de lui-même et de le relier efficacement à des organismes plus vastes. Le moi se durcit dans la solitude, il se dissout dans la multitude : là il n'est que lui-même, et ce n'est rien » (1)..

La massification fige au sein d'une structure fonctionnelle et rigide les rapports sociaux qui s'en trouvent appauvris de tout élan de générosité. Chacun doit être à sa place, mais ignorer finalement quelle est sa place. Il doit y être, un point c'est tout. Etant victime d'un horaire, d'une méthode et d'un rôle dont la finalité nous échappe (elle existe mais elle nous est étrangère : le bon fonctionnement du service ... et Dieu seul sait quel service rend se service) nous menons tous une vie de fonctionnaire à la Kafka.

Et puisqu'il s'agit d'assumer un rôle sans importance réelle, c'est à de la figuration qu'on nous convie. Cette figuration exige une attitude strictement définie, et qu'il suffit de répéter inlassablement ... à telle situation, telle réponse. L'habitude aidant, la réalité colle parfaitement au modèle. Il n'y a plus d'incertitude, vous avez la maîtrise de votre « paraître ».

Cependant, ce rôle de fonctionnaire passif, même véhiculant ses compensations (sécurité, confort de l'habitude), ne saurait satisfaire pleinement. Il a besoin d'une valorisation annexe. Une position avantageuse dans la hiérarchie sociale s'obtient par des expédients psychologiques. Il s'agit de montrer qu'on est au-dessus. Et être au-dessus, cela veut dire paraître plus. Car la qualité du paraître fonde le statut social. (Il y a bien sûr une hiérarchie fonctionnelle, mais elle tend à l'indifférenciation).

Il le fonde d'autant plus que la publicité l'y exhorte, l'y contraint presque. L'artifice a toujours été une source de prestige, mais ce prestige ne s'était substitué à celui fondé sur des valeurs véritables et reconnues pour leurs mérites. Or

aujourd'hui, les valeurs se sont estompées devant la poussée des engouements dûment exploités. Une valeur n'est pas parce qu'elle est « démocratique » ; elle est, cela suffit. La démocratie occasionnant et légitimant la poussée des appétits immédiats (le désir pour lui-même est la source de toutes les frivolités) s'est refusée les fruits de l'expérience humaine. La valeur est devenue ce qui est communément partagé, ce que l'on impose et qui s'impose au plus grand nombre. En conséquence soumise aux fluctuations de la mode, elle nous ménage les mêmes surprises. Elle se crée, s'oublie, réapparaît, se dénigre elle-même, absolvant les outrances et stigmatisant l'indifférence.

L'existence éclatée

Pour l'homme moderne, écrasé par une société massifiée, l'existence éclate en une suite d'instantanés linéaires. Il est en déportation dans l'instant. Au fractionnement des activités correspond un fractionnement du temps. Ce dernier perd toute unité profonde. Il y a un temps pour le travail, un pour le transport, un pour la famille, un pour les vacances et les loisirs ... Et la vie en rupture cherche désespérément une réalisation totale, telle qu'elle puisse redonner un sens et une cohérence interne au chaos de ces activités parcellaires. Ces activités parcellaires offrent chacune à leur niveau une réalisation humaine possible mais leur harmonie seule permet d'échapper à l'aliénation du paraître. Mais pour harmoniser, subordonner, il faut un principe de subordination. Celui-ci absent, chacun essaie de trouver la vie, toute la vie dans chaque moment particulier de son existence.

Il s'agit de se réaliser totalement, intensément à chaque niveau d'activité, activité professionnelle, familiale, sexuelle, ludique, intellectuelle ... Puisqu'il faut être tout, tout à la fois, et que cela ne se peut, on se contente d'adhérer à un « modèle culturel » flatteur qui offre une réalisation cohérente au niveau

du paraître seulement, donc une réalisation illusoire. Tel jeune cadre semble bien dans sa peau, à l'aise partout ... rien n'échappe à la voracité de son paraître.

En conclusion, la civilisation de l'image, la société du spectacle, c'est l'avènement du « sensationnel quotidien » vite dérivé en banalité, car aujourd'hui tout se peut. Puisqu'il y a rupture des communications véritables et que d'autre part nous vivons immergés dans un magma d'informations, d'excitations et d'incitations, la seule vertu du paraître nous permet une participation à cette communauté factice qui se fonde sur une collection d'attitudes habituelles et de réponses toutes faites. C'est le règne de l'a-priori. Il y a un certain confort de l'ignorance. En effet, dans de telles conditions, comme le disait Miguel de Unamuno, « s'habituer c'est déjà commencer à ne pas être ».

Un dandysme quotidien

Telle est - très sommairement - la société du spectacle. Si nous posons maintenant le problème de l'existence commune, nous en arrivons à cette conclusion, dans de telles conditions sociales, l'existence aliène plus qu'elle ne réalise l'être. En d'autres termes, l'existence quotidienne, distendue, lâche, superficielle, est une aliénation de l'être au profit du paraître. Et, comme nous l'avons vu, c'est justement le spectaculaire qui forme et détermine ce paraître, ces attitudes stéréotypées, ces comportements (qu'ils soient de masse ou de groupe, l'aliénation n'est pas dans le nombre, mais dans la non-authenticité). Le spectaculaire étant produit et représentation de la société massifiée, le paraître d'un individu est en dernier ressort plus lié à l'environnement social qu'à sa personnalité. Ainsi dans notre société massifiée et spectaculaire, la provocation de l'attitude est un moyen de se faire connaître, cataloguer, juger, donc un moyen de communiquer et d'exister.

Même si cette communication s'amenuise à l'extrême, elle persiste dans ses formes les plus élémentaires : le geste, le cri, la violence à l'état pur. Maintenant si nous considérons que le dandysme est, sur le plan existentiel, une aliénation de l'être qui justement s'effectue au profit, d'un paraître hégémonique, et dont l'activisme peut être une forme limite, nous sommes fondés à qualifier notre mode d'existence de « dandysme quotidien ».

On nous opposera sans doute le caractère historique, daté et localisé de ce phénomène. Certes il fut, au cours du XIX^e siècle, le propre des élites dorées de ces pays européens qui connaissaient alors une industrialisation galopante. Il fut le propre donc, de sociétés en mutation, en changement profond et rapide, occasionnant un bouleversement des habitudes et des valeurs. Mais ce qui caractérisait ces sociétés a-t-il disparu ? Nous ne le pensons pas. Le changement plus que jamais conserve toute son importance et tellement d'importance qu'on a pu parler de société du changement, de société de l'innovation.

Depuis le XIX^e siècle, nous connaissons une suspension des valeurs conséquentes ou au moins parallèles à l'incroyable voracité des techniques. Nous vivons une époque du faire, une époque de fer, où l'action humaine exilée se contente de broder sur la trame de l'histoire son grand motif d'angoisse. L'encombrement des choses (la « chosification » puis la « gadgetisation » de l'objet) et la pesanteur des événements (fatalisme de l'histoire) font que le problème de l'existence se pose profondément, dans les mêmes termes, avec plus d'empressement et d'acuité certes, mais dans les mêmes termes qu'au début de la grande vague d'industrialisation. C'est pourquoi le dandysme demeure un phénomène contemporain. Il est une réponse toujours possible au problème de l'existence, réponse d'autant plus probable qu'elle est la plus immédiate et la plus facile.

Cette réponse, nous l'avons dit, c'est le

paraître, ou plus précisément une tentative de maîtrise de ce paraître, cette maîtrise étant conçue comme un moyen d'être. Car en fait le « je » du dandy (qui est aussi un jeu) n'est que l'élaboration patiente et méticuleuse d'un moi social, d'un masque prétendument acteur et qui tend à s'éterniser - donc à être - par l'exclusion de l'accidentel, du hasard et de la circonstance.

Ce « je » est une machine à sublimer la solitude, mais aussi une cornue d'alchimiste capable de transmuter le facheux concours de circonstances, en une attitude, un geste ou un bon mot qui témoigne de la maîtrise absolue du sujet sur l'insaisissable objet de son existence. Le jaillissement des possibles effraie, terrorise le dandy. La peur d'éclater, de se crucifier, et finalement de n'être rien, lui impose une attitude à la fois hermétique et énigmatique.

Mais dompter le fortuit, c'est avoir besoin de lui, c'est le guetter pour l'assailir à la moindre manifestation. Tout attendre de l'occasion engage à y être désespérément suspendu et à ne vivre que par le frémissement. Le frémissement n'est pas vain si on le rattache au mouvement profond qui le crée, si brisant la surface de l'instant l'on sonde le densité du Temps, si enfin l'accidentel se dérobe au chaos et à l'insignifiance pour éprouver l'Essentiel. Mais le dandy ne veut de ce mariage qui l'engagerait trop loin, l'ancrerait trop avant dans l'être : le courage lui fait défaut, et l'ironie, en ce qu'elle consacre une distance entre la conscience et l'attitude, témoigne justement de ce manque de courage. Son entreprise exige donc une habileté toujours exercée, se renouvelant sans cesse et condamnée à battre de vitesse l'imprévu, l'insoupçonnable même ! cette existence spectaculaire toute ramassée dans l'instant qui passe et qu'on ne reverra jamais, donc dans l'éphémère, essaie de rendre à l'être son indépendance absolue, d'en faire un diamant parfaitement défini par sa taille et que la seule fantaisie des rayons lumineux puisse rendre à la vie, sans jamais l'affecter dans son intime géométrie.

Cependant cette indépendance ne se réalise que par le repliement sur le vide intérieur (mutisme volontaire de l'être qui est un enfouissement au sein du profond silence des choses). En fait, c'est d'abord parce qu'il y a refus de l'échange, du dialogue, de la communion que la vie intérieure se tarit et se pétrifie. Seule la mort se rit des contingences terrestres. Ce beau masque de velours sur le visage glacé du cadavre, cette statue de cristal immobile et changeante, voilà le dandy. Réduire la vie à l'art-de-vivre est donc pour lui une façon de domestiquer la Vie, mais une façon coupable parce que mensongère : ce que l'on s'approprie de la vie n'est pas la Vie, mais son vêtement, au pire ses haillons ou son sépulcre.

Masque et visage

Certes, nous donnons beaucoup de conscience de soi, beaucoup d'intériorité à ce dandy. Mais nous le prenons comme exemple extrême, cas limite. Cela nous permet d'éclairer particulièrement une attitude existentielle qui n'est pas toujours aussi lucide sur elle-même. Le dandysme que nous rencontrons, celui qui nous caractérise est plus bénin, plus banal aussi... mais est-il pour autant moins lourd de conséquences, moins préjudiciable à l'être : Comme le souligne fortement Gustave Thibon, « Aujourd'hui, le masque est entré dans le visage, il se confond avec le visage. On est faux spontanément, naturellement. On se joue plus la comédie, on ne fait plus le pantin, on est comédie, on est pantin » (2).

Faut-il pour autant railler, stigmatiser ou se gausser de tous ces êtres blessés et qui se raccrochent à la futilité, aux modes extravagantes, en mettant leur point d'honneur à cultiver le rien ? Au nom de quoi le ferait-on ? Le mal de vivre est-il risible... la souffrance le serait-elle aussi ? Délaissons le dédain. Car enfin, ces cœurs brûlés à vif par le grand froid de l'absence humaine, ces cœurs qui s'épuisent, se durcissent et se brisent sans

dégager la moindre chaleur, la moindre flamme... ces cœurs pourtant ont de longs frissons d'oiseau blessé, et l'on devine sous leurs imperceptibles tressaillements, les affres d'une immense détresse, le pesant fardeau de toute l'angoisse humaine. Mais encore faut-il des yeux pour voir, et des oreilles pour entendre ces plaintes et ces gémissements discrets. Il est si facile de ne retenir que l'éblouissement des artifices pour ensuite en condamner les auteurs à la futilité perpétuelle. Si « l'âme du psychopathe est à la fois vide et fermée » (3), tout dandy n'est pas psychopathe. Car, paradoxe, l'extrême surface et l'extrême profondeur se rejoignent, « le pressentiment d'une réalité trop profonde qui s'abat sur un être impuissant dans la volonté et l'action, voue cet être au mimétisme. L'idéal mal incarné aboutit au masque » (4). Mais tout masque n'est pas artifice absolu, « le masque fait nécessairement corps avec le visage... on arrache la chair avec le masque, l'âme avec le rôle ». (5)

La violence, demain?

La grande profusion du paraître, l'hypocrisie sociale et la duplicité spectaculaire du pouvoir (alibi de toutes les impostures : la rose, le poing, le sac, la faucille... avec au bout de tout cela le bonheur national brut) ont des causes éminemment politiques. Si nous ne voulons pas qu'un baptême d'Absolu ferme à la vie, et soit porté comme un stigmate, si nous ne voulons pas que ce soit Mozart qu'à chaque instant on assassine dans les écoles primaires, laïques, républicaines et obligatoires, il nous faut avoir recours au moyen politique. Car s'il est des âmes élues qui naissent éveillées à leur Eternité et comme ruisselantes d'Absolu, seule la société politique en permettant concrètement la réalisation de cet idéal qu'elles portent en elles, leur permettra d'échapper au tragique de l'impuissance.

Bernanos disait « le regard de l'enfance est une exigence d'absolu », mais il ne s'agissait pas de cette enfance idéale,

féérique et immatérielle, il parlait de l'enfance vraie, de celle de ses fils et filles, de celle de ses petits enfants. Oui, l'enfance est une exigence d'absolu et c'est pour que cet absolu ne soit pas étouffé avant même de porter ses fruits qu'il faut abattre cette société qui piétine rageusement tous les idéaux humains, les recouvre d'excréments et les ouvre au soupçon.

Si l'on ne se donne pas les moyens d'enraciner ce qui en l'homme passe infiniment l'homme, la violence pure sera prête au carnage. Car la violence est grande consoleuse d'idéal impatient : de peur d'étouffer dans ce paraître néantisant, certains se livreront frénétiquement à toutes les violences, à tous les débordements. L'ange exterminateur, ce Saint-Just, bourreau aux boucles blondes, sinistre séraphin pour qui le bonheur était une idée neuve, combien de têtes a-t-il fait rouler au fond du panier ? Il l'a payé de son sang, mais peut-être voulait-il le verser à tout prix, peut-être voulait-il s'immoler. Quand tout semble néant, la précarité de la vie devient la seule raison d'être. Et cette raison d'être, dépouillée des habitudes quotidiennes, étincelle sur la lame nue d'un sabre de hussard. Elle peut se concentrer toute dans la fumée âcre d'un revolver éructant ses condamnations à mort. Tout cela semble loin, Saint Just... il y a deux siècles... Loin ? Et ce jeune adolescent qui avait enlevé un enfant, puis enterré de ses mains après l'avoir froidement assassiné ? Et ces jeunes gens, Alain Grenouille et Robert C., qui s'amusaient à tirer à la carabine sur les cyclo-motoristes... pour voir, pour s'amuser. L'horreur, est-ce loin ? Nous sommes tous des Alex (6) en puissance.

Philippe DUC-MAUGE

NOTES :

- 1) G. THIBON : Retour au Réel (P. 231)
- 2) G. THIBON : L'Echelle de Jacob (P. 100)
- 3) G. THIBON : Destin de l'Homme (P. 24)
- 4) G. THIBON : L'Echelle de Jacob (P. 103)
- 5) G. THIBON : L'Echelle de Jacob (P. 73)
- 6) Stanley KUBRICK : Orange Mécanique.

JOUVENEL & le pouvoir.

par Raoul GAILLARD

Bertrand de Jouvenel a réédité en 1972 un livre (1) qui n'a pas perdu ses raisons d'être depuis la dernière guerre mondiale. Qu'il ne « décolère » pas n'est pas pour nous surprendre mais cela nous vaut un bon dossier qui part de cette constatation que l'Etat ne cesse de dévorer le corps social.

POURQUOI OBEIT-ON ?

Le Pouvoir a d'abord bénéficié pour sa croissance des *idées* qu'on s'est forgé sur lui.

Esprit positif, Jouvenel nous livre de lumineuses pages de « physique sociale » : il ne s'intéresse aux « métaphysiques du Pouvoir » qu'en tant qu'elles nous épargnent trop d'étonnement devant une obéissance politique qui ne s'émeut plus de l'accroissement linéaire du *quantum* de force et de ressources prélevées par le Pouvoir sur la Société.

On obéit au Pouvoir d'une part parce qu'il le mérite, qu'on le situe en Dieu ou dans le peuple. Mais la succession de ces deux théories de la Souveraineté a accru historiquement le Pouvoir : la première impliquant un Droit supérieur, objectif, immuable, inscrit dans la coutume et rappelé par les autorités spirituelles ou les corps sociaux lors des initiatives royales. La seconde, fille du doute rationaliste, ne

voit plus de Droit que forgé et octroyé par le Tout aux parties, et toujours modifiable comme sa volonté. Aussi débouche-t-on sur une société hyperlégiférée, mais sans justice, excessivement répressive, mais sans que la loi soit respectée pour autant.

On obéit d'autre part en vue du Bien commun. Mais cette notion cesse de contenir le Pouvoir du jour où, avec la démocratie, la théorie s'est mise à voir dans la société une réalité substantielle indépendante des hommes qui la composent. Auparavant, on savait que, s'il faut aux hommes des institutions contre le danger extérieur et celui qu'ils représentent les uns pour les autres, cet ordre reste « moralement » subordonné, puisqu'institué en vue de permettre à chacun la poursuite de sa finalité. Avec Hegel, cette « théorie nominaliste de la société » disparaît, et l'Etat peut alors se déchaîner en se faisant la vraie fin de l'homme, ce que suggèrent, pour Jouvenel, les théories organicistes.

Pourtant - et c'est peut-être ce qui sauve Auguste Comte - la simple image de l'organisme aurait pu permettre de dire que celui-ci se « développe au moyen de la diversification des fonctions et d'une adaptation réciproque toujours plus efficace de parties toujours plus subdivisées ».

et particularisées. Il n'a pas qu'un régulateur central, mais il élabore aussi des organes régulateurs nombreux et distincts en dehors de l'organe gouvernemental ».

ORIGINES DU POUVOIR

La croissance du Pouvoir tient aussi aux *origines* dont il est issu. Sachons gré à Jovenel d'avoir su, sans « robinsonnade » aucune, intégrer les données de l'archéologie ou de l'ethnologie en décelant que seules les sociétés vraiment « historiques » dont hérite l'Etat moderne ont dépassé le ritualisme magique par une révolte contre l'inégale générosité de la nature : la *razzia* fut l'innovation qui grandit les meilleurs guerriers contre les gérontocraties magiciennes ou les matriarcats. La structure gentilice secréta alors une direction commune pour les expéditions et les ambassades. Mais le *dux* hérita aussi du mage, et l'on eut le *rex*.

QU'EST-CE QUE LE POUVOIR ?

Aucune dialectique de concepts ne dira ce qu'est le Pouvoir si elle n'emprunte rien à l'histoire, mais celle du « commandement pour soi » semble ici opérationnelle. Car il en est sans juste cause ni juste fin, et, surtout, on n'expliquerait aucune origine en parlant du vœu commun d'être commandé, puisque les communautés étendues n'ont été créées que par l'imposition d'un même commandement à des groupes disparates. Les rois ont fait la nation, et « cette relation évidente a été obscurcie par la métaphysique nationalitaire du XIX^{ème} siècle ». « Aucune origine n'est belle », disait Maurras, et c'est par la conquête que les brigands ont amorcé ce processus d'où sortira la France.

Car un pur pouvoir de domination tend à se nier lui-même pour subsister : son intérêt bien compris conduit la force au droit, et la conduit à se limiter dans un rapport raisonnable avec la masse dominée (par exemple, nécessité de la collation de la chevalerie à des serfs). Pour se maintenir, le *rex francorum* s'attaque à la quasi-égalité dans laquelle il se trouve avec ses compagnons de conquête et,

pour ce faire, suscite et protège la prospérité des vaincus en usant de cette force latente de l'ensemble contre la force centrifuge des parties.

Et nous voilà à l'idée-maîtresse de ce livre : la dynamique du Pouvoir consiste à abaisser les Grands et à élever les humbles en les affranchissant de toutes les dominations. C'est l'intérêt plébéen qui est **dans** l'Etat, sauf en cas de faiblesse de celui-ci, comme au temps de Montesquieu ou de Karl Marx. Le chemin de la puissance passe par les services rendus au bien commun et mène le Pouvoir du parasitisme à la symbiose, de l'*égoïsme* au *socialisme*, comme le dit Jovenel.

L'EGO-ISME

L'*égoïsme*, la nécessité vitale de composer, fit sentir directement à Henri IV que l'intérêt général était dans la signature de l'Edit de Nantes, tandis que sa Révocation par Louis XIV tint à une trop grande idée de son devoir « social » et fut le germe de bien des difficultés. Mais le Pouvoir, s'étendant au rythme des services qu'il rend, devient un haut lieu des espoirs humains.

Aussi a-t-on cru qu'il fallait lui rendre impossible tout mouvement de retour à l'*égoïsme* en le domestiquant définitivement par la Liberté et l'Egalité. On a donc mis la nation sur le trône, mais sans prendre garde que les délégués du « peuple souverain » seraient des maîtres bien plus impitoyables. Ayant à gouverner, ils cessent de représenter avec des mandats impératifs les intérêts divers, et le Pays légal légifère dans l'ignorance du Pays réel et se conduit comme une faction car « le principe égoïste se trouve ravivé sous sa forme la plus barbare chaque fois que le Pouvoir change de mains ».

Si les révolutions mènent toujours à la tyrannie, les élections, elles, suscitent le racolage, la militantisantisme et enfin la dictature instable et incohérente de la Partitocratie. On a donc simplement trouvé un souverain plus dur que le précédent parce qu'il n'est plus limité par des pouvoirs sociaux qui ont été détruits, au nom du principe de Légalité,

parce qu'ils représentaient des garanties superflues. Créatrice du Droit, la Volonté générale pousse aussi à l'étatisation par le biais de la militarisation qu'impose la « concurrence politique » d'un monde qui a oublié l'unité romaine et chrétienne.

Comme l'écrit Jouvenel, « alors que la résistance syndicale limite l'effort que demanderait aux ouvriers la concurrence industrielle, la résistance à l'Etat est morte en même temps que l'Ancien Régime. Les représentants de la Nation étant, depuis, devenus eux-mêmes le Pouvoir écraseraient comme sédition ce que la Monarchie surveillait comme remontrance ».

On avait également cru limiter le Pouvoir en le divisant formellement en trois, ce qui revient au rond carré, mais suscite au moins le conflit néfaste des ambitions à devenir tout le Pouvoir, et ajoute à l'énervement de l'autorité l'énormité des attributions étatiques. La compétition installée dans un tel Etat pousse ce qui reste de pouvoirs sociaux à tenter de survivre en captant le pouvoir maintenant illimité et à le détourner de ses fins en le colonisant d'autant plus durement que c'est de façon précaire. Mais de ce fait, il n'y a plus de lieu pour la confrontation pacifique et salubre d'intérêts sociaux différents.

LE SOCIALISME

Cette Révolution a perverti non seulement l'égoïsme du Pouvoir mais aussi son socialisme, à la faveur du goût de l'esprit abstrait pour la simplicité et l'homogénéité, qui s'est marqué jusque dans le corps social. Derrière les Philosophes et les Lumières, apparaît le Despote. Et, dans le désarroi de toutes les aristocraties, c'est-à-dire de toutes les libertés - ouvrières comprises -, tout se fonctionnarise. Le « Protectorat social » se veut total et c'est une sorte d'Etat égyptien qui subsiste seul face à des individus qui « sont comme des pois sortis de leurs cosses ». Quand l'ascension sociale ne se fait plus que par le canal du Pouvoir, on a les élites les plus serviles, alors que la limitation du Pouvoir ne peut venir que de ce qui a assez de

force propre pour le soutenir. On comprend que le « Minotaure » moderne soit à la fois omniprésent et impotent, car « les leviers politiques, commandant à tout et partout, subissent simultanément ou successivement des poussées contradictoires ». L'exigence de sécurité n'excuse donc pas cet écrasement de la liberté car n'est-ce pas aux plus favorisés que l'Etat « redistribue » revenus, prestations et culture ? Et le régime général de la Sécurité sociale n'est-il pas le plus mal géré ?

Dès lors, ce système de la clientèle, étendu à très grande échelle, peut-il autre chose qu'énervier les élites et mal servir le peuple ? Jouvenel nous en aura au moins prévenu, avant de conclure sur l'indispensable déontologie de toute autorité sociale...

OU MAUVAIS USAGE D'UN BON LIVRE

Peut-être cette analyse aura-t-elle abusivement fait attendre des conclusions qui remontent davantage aux causes... N'est-ce pas assez, dira-t-on, que Bertrand de Jouvenel ait mis le doigt sur les progrès du droit au sein de la force, sur le « socialisme » nécessaire à tout pouvoir « égoïste » et, à l'opposé, sur l'abîme qui sépare le projet révolutionnaire et la pratique du système qui en résulte ? Certes. Mais quelles leçons en tirer ?

Sans doute risque-t-on de retirer de la lecture du « Pouvoir » des sentiments ambigus, par exemple une nostalgie de la citoyenneté romaine et le regret que la France ait vu le jour : on n'aurait alors jamais connu les Jacobins. Mais ce livre ne fait pas de sentiment, ne se voulant qu'une « Histoire naturelle ». Mais l'empirisme ne renonce-t-il pas à être organisateur en se privant de l'être légitimement, c'est-à-dire pour le bien de l'homme ?

Les positivismes sont gros de courbes fatales que l'on se contente de prolonger. Et les Arcadies futuribles peuvent laisser aux experts des Sciences humaines le soin de guider les pas d'un Etat-Moloch inchangé ou de prévoir son démembrement en féodalités - économiques et multinationales de préférence.

Où, du moins, qui nous assurera du contraire, si l'on renonce aux jugements de valeurs appliqués aux phénomènes sociaux, et que permet seule une anthropologie ? Aucun projet de société ne peut voir le jour si l'on conserve une optique quantitative : le *quantum* de forces sociales touchées par le Pouvoir. Le voudra-t-on minimum au nom d'une liberté définie de façon neutre ? Il semble que le Pouvoir mériterait une meilleure définition, sans quoi l'on ne sait ce qu'il doit être. L'histoire n'a alors d'autre signification que d'être l'histoire de sa croissance. D'histoire politique des succès et des revers de *l'humain*, il n'y en a pas. Et l'on assimilera Louis XIV à Napoléon sans voir la différence entre Denain et Waterloo, entre la République et la Monarchie, alors que la loi Le Chapelier et le Code Civil n'ont rien à voir avec l'œuvre civilisatrice des Capétiens. Les gestes du chirurgien et ceux du sadique apparaîtront identiques à qui les observera à la loupe, de même que la genèse d'une nation et son passage au moule démocratique, de même que Colbert et Rotschild, ou l'affranchissement des serfs et la loi de 1884.

Mais la science politique est autrement synthétique. Elle discerne une différence de nature entre l'unification et la centralisation, entre les freins opposés aux abus de l'Etat et la suppression de toute indépendance pour ceux-ci comme pour celui-là. Et elle en rend compte par la « forme » que prend le Pouvoir, par le principe constitutif des régimes.

Bien sûr, cela suppose qu'elle ait induit du vaste champ de son expérience quelques principes fondamentaux. Par exemple :

- que, comme toute force, le Pouvoir est un bien selon le point d'application qui est le sien, selon sa direction plus ou moins conforme aux vraies fins de tout l'Homme et de tout homme
- que l'histoire humaine, c'est l'histoire du pouvoir humain sur les déterminismes - même sociologiques. Et c'est là la définition du Politique.

Aussi, quand nous connaissons les maillons d'une chaîne historique comme la France, cela nous oblige à la prolonger

comme communauté d'hommes et d'œuvres, mais pas dans la voie empruntée aujourd'hui (techno-bureaucratique aujourd'hui parce que jacobine hier) qui les contredit totalement. L'unité est un bien, mais elle appelle le respect des diversités. Aussi refusons-nous de nous croiser les bras en attendant la dislocation du Mino-taure et notre repli dans de hautes tours plus barbares que féodales.

Raoul GAILLARD



le bonheur une idée gauchiste ?

Entretien
avec Christian DEDET

Docteur en médecine et journaliste - il a collaboré à *Arts* et à *Combat* - Christian Dedet est d'abord un écrivain reconnu par toute la critique comme l'un des plus représentatifs, et des meilleurs, de sa génération. Il a publié aux Editions du Seuil quatre livres (*Le plus grand des taureaux*, *le Métier d'amant*, *la Fuite en Espagne* et *L'Exil*). Son dernier roman, *LA CASSE*, est au centre de l'entretien qu'il a bien voulu nous accorder.

ARSENAL : *Christian Dedet, vous venez de publier un roman intitulé LA CASSE. Pourquoi ce titre ?*

Christian DEDET : *Parce qu'il évoque un moment et un phénomène précis dans la vie d'un homme. Tout en étant encore jeune, on s'aperçoit soudain que la moitié du chemin est accomplie. D'où quelque émoi. Au fond, le sujet de la casse est peut-être le seul sujet qui compte dans toute littérature. Je me demande si je ne m'y serais pas risqué par inconscience. A moins que ce ne soit par fascination. Enfin, ce titre veut signifier aussi que, par plusieurs côtés, et de plus en plus, le siècle pourrait ressembler à un chantier de démolition.*

ARSENAL : *Votre roman est donc en partie l'histoire de notre société depuis environ 1955 ?*

Christian DEDET : *L'histoire... ce mot me gêne un peu. Vous savez, je suis un sensitif, un impressionniste ; j'aime l'ellipse et la litote. Mettons, si vous le voulez bien, que LA CASSE entrecroise au thème inépuisable des adieux à la jeunesse, un autre thème plus actuel. Celui de l'angoisse devant ce qui aliène l'homme contemporain et tend à nier l'individu dans ses aspirations les plus profondes. S'il y a de la casse dans nos illusions de jeunesse, c'est bien en premier lieu dans celles qui voulaient qu'à défaut d'organiser son destin on puisse dominer sa vie. N'en sommes-nous*

pas à nous demander s'il sera possible d'échapper, demain, au rôle d'ectoplasme ?

ARSENAL : *Sans que le livre soit véritablement autobiographique, c'est quand même vous qui êtes au centre du propos ?*

Christian DEDET : *Si l'on veut, bien que nous soyons ici dans le genre typiquement français du roman de fausses confidences.*

ARSENAL : *Vous dites, dans les premières pages, que vous êtes devenu un « hippie » en esprit ...*

Christian DEDET : *Le personnage principal, Jérôme Lajunie, tout comme moi d'ailleurs, ne porte ni l'uniforme ni les cheveux longs du hippie. Pourtant, sa remise en cause de lui-même, son pessimisme sur la déshydratation croissante des vies et des âmes, le remords qu'il a d'emprunter les sens obligatoires de l'époque : tout le rend proche, au moins par désir et par inclination, de ceux qui ont le courage de prendre le maquis.*

ARSENAL : *Mais plus précisément, que refusent les hippies et que refusez-vous ?*

Christian DEDET : *L'inflation. C'est le mot qui me semble le mieux caractériser ce qui nous entoure. Inflation du verbe, des besoins, des faux-besoins, des choses. Marcuse dit que nous sommes des esclaves « sublimés ». Je me demande s'il ne faudrait pas lire, plutôt, des esclaves bien nourris. Mais où est le désir dans tout cela ? Qu'est devenu le désir, aujourd'hui ? Je sais bien qu'il est tentant de répondre à ce genre de contestation que les Bengalis, eux, souhaiteraient pouvoir s'offrir le luxe d'aussi belles prises de*

conscience. Mais si l'on fait abstraction de ces répliques faciles, force nous est de constater que nous vivons dans l'inversion permanente des valeurs. Ce qui m'impressionne le plus, c'est le prix dont il faut payer désormais, en tant qu'individu, notre quote-part dans le fonctionnement de la machine à fariboles.

ARSENAL : *Vous pensez que le bonheur risque de s'en trouver proscrit ?*

Christian DEDET : *Oui. LA CASSE est aussi, et surtout, une interrogation sur le bonheur. Qu'est-ce que le bonheur ? Une idée périmée en Europe ? Une découverte de la maturité ? Un sentiment qu'il faudra bien reconquérir ? Dans le ronron huilé des jours, il m'est arrivé de me demander si ce genre de révolte ne serait pas une simple mode intellectuelle. Mais non. Il suffit de faiblir ou de tomber malade un seul jour. Il suffit de voir les factures et les cotisations que ramènent tous les courriers. Il suffit de sentir le poids de ces chaînes invisibles. Il suffit de regarder Paris, à tout le moins ce qu'il en reste ... Il suffit d'essayer de retrouver, parmi les immondices, le Languedoc dont on est issu et que l'on voudrait encore aimer. ...*

ARSENAL : *Dans son dernier livre, Jean Cau se pose comme l'anti-hippie, parce qu'il considère les hippies comme de l'écume, ou de la lie, et parce qu'il veut un nouveau culte du chef et parce qu'il croit à la vertu régénératrice de la guerre ...*

Christian DEDET : *Au niveau sommaire, c'est ce que prônaient déjà les ténébreux de notre enfance. A un niveau plus élevé, j'ai déjà lu*

ça dans Drieu la Rochelle. Mais voyez-vous, s'il faut en revenir aux vieilles superstitions, je préférerais Bernanos à Drieu, et je serais beaucoup plus enclin à croire au pouvoir de l'amour et de la sainteté.

ARSENAL : Vous dénoncez une forme de société. Cependant, le héros de votre livre est un jeune avocat qui a réussi. Pourquoi, dans les professions libérales, ne pourrait-on pas vivre très convenablement dans une société telle que la nôtre ?

Christian DEDET : Ce n'est pas une forme de société qui est en cause, mais ce qu'il faut bien appeler un système. Bien sûr, on peut vivre très « convenablement » dans les professions libérales. A condition de rester enfermé dix heures par jour, ou au risque de faire un infarctus du myocarde à quarante ans. Ce système-là, c'est le règne de Moloch. Il n'a plus rien à voir avec la société de type libéral, intègre et tournée vers l'accomplissement, dans laquelle nous étions nés. Cette société, ce genre de bourgeoisie avait certes ses égoïsmes, peut-être même ses précieuses terreurs et ses petites monstruosité. C'est égal, on aurait tort de croire qu'elle détient, aujourd'hui, la moindre parcelle du pouvoir. Et puis, le moment vient où le sens de l'humour est le plus fort. On se demande alors si tout cela n'est pas un brin surréaliste. C'est la dernière ambition qui vous saisisse : laisser courir les technocrates, les cols blancs, les messieurs à séminaires et blablas solennels ...

ARSENAL : Mais ces messieurs vous répondraient peut-être que c'est parce qu'ils ont bâti une société prospère que vous pouvez jouer au hippie ...

Christian DEDET : Bien sûr, toute

forcément suspecte d'égoïsme. Mais cette forme de société n'est-elle pas encore plus suspecte, elle, quand après avoir couvert le nécessaire elle tend à « objectiser » le sujet ? Il y a quelque chose de profondément pourri dans les intentions. D'ailleurs, j'ai moi-même travaillé dix ans à bâtir notre société prospère. Maintenant, j'expédie les affaires courantes, tout doucement. C'est probablement ce que vous appelez « jouer au hippie ». Mon scepticisme sur le monde tel qu'on le fait, tel qu'il devient, rejoint parfaitement ceux de Valéry et de René Guénon.

ARSENAL : Cette réaction, c'est un peu Mai 1968 ?

Christian DEDET : Probablement. Ce que je pense actuellement a été catalysé par les événements récents. D'une manière un peu paradoxale, ce n'est pas tellement pendant les événements eux-mêmes, mais au cours des années qui ont suivi ...

ARSENAL : Et ce phénomène, où conduirait-il ? A une prise de conscience individuelle ou à une transformation de la société ?

Christian DEDET : Une transformation de la société, c'est déjà en partie fait. Je serais plutôt tenté de répondre : à un éclatement du système, à son blocage sous l'effet de ses propres contradictions. Au profit de quoi, je l'ignore, et de toute façon je suis de ceux qui se méfient des mots.

ARSENAL : Justement, le héros de LA CASSE n'éprouve pas l'envie de s'engager.

Christian DEDET : Notre adolescence a été marquée par les écrivains « engagés ». Ce sont des

gens bien démodés. On ne « s'engage » plus de la même manière aujourd'hui. Nous assistons à une intériorisation, si j'ose dire, de l'engagement. Et puis, nous avons insensiblement glissé vers la politique, mais LA CASSE est avant tout un roman, une réflexion sur la vie. Il y est question de la mer, du soleil, des êtres. Pourtant, malgré son ton feutré et mesuré, ce livre est peut-être plus révolutionnaire qu'il n'y paraît de prime abord. N'y est-il pas question des grimaces sur lesquelles on a vécu et qu'on n'arrive plus à faire ? On s'y interroge sans fard sur ce qu'on voulait être et ce qu'on a été.

ARSENAL : N'y a-t-il pas quelque chose de symptomatique dans l'attitude du héros à l'égard de Marie ? Marie incarne la contestation révolutionnaire actuelle : votre héros l'admire et peut-être l'envie, tout en prenant un certain recul.

Christian DEDET : Marie est le personnage le plus affirmé du livre. Jérôme l'envie parce qu'elle n'a ni liens ni obligations alors que lui se sentira toujours lié. Le bourgeois qui veut jouer au révolutionnaire est parfois ridicule, souvent même assez vulgaire. On pourrait citer maints exemples... Mais Marie est tout à fait libre : elle s'est affirmée comme telle au début et elle reste logique jusqu'au bout. Pourtant, ce qui fait la complexité de Jérôme en tant que personnage romanesque, c'est justement qu'il reste toujours dans l'univers bourgeois. Avec ce que cela comporte de prudence mais d'esprit critique, aussi.

D'autre part, pourquoi ne pas le voir comme un personnage peint objectivement, avec ses limites désignées ? De ce point de vue, ce pourrait être le portrait du « nerveux », tout comme les Célibataires, d'un illustre devancier,

avaient leur côté « minable ». A plusieurs reprises, je suis le premier que Jérôme agace ...

ARSENAL : Jérôme est-il très représentatif de votre génération ?

Christian DEDET : Je me suis efforcé de traduire à travers lui, et parfois jusqu'à la caricature, mes tentations et divers malaises personnels. Si beaucoup de lecteurs se reconnaissent des malaises identiques, j'aurai réussi en tant que romancier.

ARSENAL : L'Algérie est présente dans votre livre. Il y a chez vous une sorte de pudeur à parler de cette époque, qui nous paraît être celle de toute une génération ...

Christian DEDET : Ce qui est paradoxal, c'est que dans l'Algérie d'aujourd'hui - je viens d'y passer quelques semaines - on ne parle plus de cette guerre, qui a pourtant éprouvé tant d'individus. Est-ce faculté d'oubli, et don de vivre au présent, qui sont inhérents au caractère arabe ? C'est ici, au contraire, que l'on semble ne pouvoir se résoudre à se débarrasser de certains souvenirs ...

ARSENAL : A cause de l'Algérie, les hommes de votre génération n'ont-ils pas eu l'impression de rater leur entrée dans la vie ?

Christian DEDET : Peut-être. L'Algérie aura été la grande affaire de nos vingt ans. Une affaire bien mal fagotée, de ses origines à son dénouement. Rétrospectivement, on peut se demander comment on a pu être trompés de la sorte, conduits par l'énorme bêtise à front de bœuf. Après coup, il devient si évident que tout cela aurait pu, devait être évité. J'en garde l'amertume, une impression

d'absurde, le dégoût de l'esprit petit-bourgeois, du « notable ».

ARSENAL : *Vous mettez en scène dans votre roman un couple de nouveaux riches qui adhèrent sans réserve à l'époque. Que peut-il devenir après Mai 1968 ?*

Christian DEDET : *Ces gens-là se remettent vraisemblablement à mâcher, à mastiquer ; à mastiquer, mâcher ...*

ARSENAL : *A travers votre héros, vous vous définissez comme un « gauchiste de droite ». Gauchiste, on le comprend d'après ce que vous dites. Mais pourquoi de droite ?*

Christian DEDET : *Il conviendrait de noter tout d'abord que cette formule est avancée dans le livre sur un ton d'humour. Le sens du bonheur, envers et contre tout, le goût de la flânerie ... Voilà des traits que je me refuse à renier et qui, aux yeux d'un gauchiste grand teint, passeront toujours pour terriblement bourgeois. A moins que ce ne soit la forme moderne d'un certain romantisme ? Parvenu au bout de cette chronique, je me sens plus stendhalien que jamais, et probablement Stendhal était-il, sans le savoir, le premier des gauchistes de droite. Maintenant, quand à me fixer sur une étiquette, cela ne correspondrait guère à mon tempérament. Au fond, je crois que LA CASSE, du fait même de ses remises en question, est surtout l'expression d'une fidélité à soi-même.*

Propos recueillis
par B. Renouvin



DROIT & LIBERTE

par maître Paul HEGER

Le texte qui suit est extrait d'une conférence prononcée à la séance solennelle de rentrée du Barreau de Namur le 9 décembre 1972 par maître Paul Heger, avocat à ce barreau et chargé de cours aux facultés universitaires Saint Ignace à Anvers. Dans une période de législation abondante et abusive, il nous a paru intéressant et actuel de réfléchir à partir de ce texte sur les limites du pouvoir législatif de l'Etat.

Le droit doit respecter autant que possible la liberté de chacun parce que c'est une des valeurs les plus respectables ; qu'il permette aux faibles d'être libres malgré leur état de faible, qu'il coordonne les libertés de chacun, parce que l'homme vit en société, qu'il protège l'Etat dans la mesure nécessaire à la réalisation de ses objectifs et il remplira tout son rôle.

Le droit sera donc successivement créateur de liberté, limite et contrainte de celle-ci. Mais il doit respecter l'homme qu'il régit.

Je tenterai uniquement de définir l'une ou l'autre limite au champ d'action du droit, tout d'abord pour tenter, enfin de débusquer dans le droit contemporain, qu'il soit social ou économique, l'assassin en puissance de la liberté dont la silhouette imprécise se projette comme une ombre entre chien et loup.

J'affirme donc tout d'abord que le droit est une nuisance quand il s'occupe des actes de l'homme qui le concernent seul. Le droit n'est ni une religion, ni une morale et s'il doit appliquer une morale, ce n'est que dans le cadre des rapports des hommes entre eux.

Je dénie au législateur le droit de choisir pour moi le vrai et le bien. Je lui dénie le droit de choisir mon bonheur personnel. Il n'a pas le droit de me contraindre à vivre le bonheur qu'il imagine pour moi et à croire en la vérité qui est la sienne.

Le droit pénal connaît actuellement trois problèmes qui se rattachent, me paraît-il, parfaitement à ce que nous examinons actuellement : la drogue, la pornographie, l'avortement.

La drogue. Nous avons une législation

très ancienne qui va être revue. En application de ce principe de la limite du droit aux relations des hommes entre eux et du fait qu'il faut pas confondre le droit avec une religion et une morale, je crois que la réforme législative ne peut amener à la répression de la pratique individuelle de la drogue et que le droit ne pourra réprimer que les actions qui constituent directement ou indirectement, sur ce point, un prosélytisme.

Il en va de la drogue comme de l'ivrognerie : l'ivrogne n'est punissable que lorsque son ivrognerie est publique.

Le droit devra bien sûr poursuivre avec une sévérité exceptionnelle le trafiquant qui est un vil exploiteur des faiblesses des autres. Sur ce point, le droit remplit parfaitement la mission qui est la sienne, celle de protéger l'individu dans ses faiblesses, contre les autres individus, c'est-à-dire en réglementant une relation sociale qui n'est pas équilibrée.

La législation sur la pornographie me paraît devoir nécessairement être la même. Rien ne permet au législateur d'intervenir dans la pornographie quand celle-ci est vécue et pratiquée par des hommes qui ne font aucun prosélytisme et ne s'y livrent pas en présence d'autres hommes. Ils ne font qu'exercer leur liberté individuelle. Le droit ne peut pas s'ériger en morale individuelle, à peine de supprimer cette chose essentielle qu'est la liberté et la responsabilité et, par le fait même la valeur humaine.

Si on n'a plus le droit d'être pornographe à titre personnel, on perd le mérite de ne pas l'être.

L'avortement. J'ai lu, comme vous sans doute, le manifeste du « Nouvel Observateur », signé par les avortées célèbres de France. J'ai suivi dans le même magazine, le compte tenu du Procès Chevalier. Et je suis outré par les propos et l'attitude de ces juristes-avorteurs. Ils osent réclamer l'avortement pour toutes les femmes et en toutes les circonstances au nom de la liberté.

En fait, mais ils n'oseraient pas le dire, cette libéralisation totale de l'avortement, ils la réclament au nom de l'Egoïsme.

La liberté dont ils parlent est une traînée sans point commun avec la vraie liberté qui est dignité et grandeur.

Ils la réclament aussi au nom de l'Egalité. C'est sans doute pour cela qu'ils en appellent à ces actrices exhibitionnistes, comme si elles étaient des héroïnes, ces actrices, qui ont sacrifié l'être qu'elles portaient au gros cachet du film qu'elles allaient tourner immédiatement après.

Non, le problème de la loi sur l'avortement ne peut faire l'objet d'une réduction démagogique. Il est un problème de science, de morale sociale, de morale individuelle, de médecine, de philosophie, de religion et de droit.

Il suppose tout d'abord la réponse à ces questions essentielles : Qu'est-ce que la vie et qu'est-ce que l'être humain ? (A défaut de réponse à ces questions, il n'existe qu'un problème concret : supprimer la législation actuelle signifierait pour tous que le législateur considère que le fœtus n'est pas un être humain. L'amender par l'introduction d'une nuance d'époque est impossible puisque cela supposerait qu'on ait déterminé avec certitude le moment de vie humaine. L'amender par d'autres nuances serait aussi sot puisque cela supposerait une réponse certaine et même précise et constituerait de plus une option philosophique).

Je crois ensuite que même dans le cadre des relations sociales, le champ d'action du droit doit être limité. Un premier exemple m'a été donné par la lecture du journal, pourtant sérieux, qui s'appelle « Le Monde » et qui publiait en date du 27 octobre 1972, un dossier « Connaissance de la sexualité ». Dans ce dossier, sous la plume d'un médecin, le docteur ESCOFIER, on trouve deux études des relations sexuelles faites, l'une en Amérique et l'autre en France. La constatation du docteur ESCOFIER était qu'en France, les relations sexuelles sont

actuellement dans l'état où elles étaient en 1930 aux Etats-Unis et le docteur ESCOFFIER s'insurge, prétendant que le Français est plein de préjugés, fait preuve d'immobilisme, et il a osé terminer l'article publié dans « Le Monde » comme ceci : « Tel qu'il est, dense et minutieux à la fois, complet sur le plan de l'analyse et de la documentation, confus souvent et inutilement psychanalytique dans ses commentaires, étrangement lacunaire sur le plan de l'évolution sociologique, le rapport sur le comportement sexuel des français apporte un document d'une incomparable richesse. Il importe à présent qu'à ce diagnostic, succède une thérapeutique. Que tous, législateurs (et vous entendez bien : législateur), médecins, éducateurs et responsables sociaux, prennent conscience de leurs responsabilités (comme si l'homme individuel n'en avait pas !). Qu'au spontanéisme anarchique qui nous guette, succède l'avènement d'une éthique communautaire, basée non plus sur les interdits, les préjugés et les condamnations, mais sur une juste appréhension des désirs et des comportements humains. La parole appartient à présent à l'Etat d'une part (vous entendez bien), aux organismes sociaux de l'autre, qui peuvent, et doivent intervenir au nom de l'intérêt collectif, dans ce fait de civilisation. »

Eh bien, je dis non à pareille évolution. Je dis non parce que le législateur ne peut entrer pareillement dans l'intimité des gens et parce que son rôle n'est pas, même dans les relations humaines, dans les relations d'individu à individu, un rôle de moralisateur et un rôle de religion.

Et c'est une tendance du législateur contemporain qu'il faut dénoncer. Il veut tout réglementer et veut devenir la seule autorité de notre société.

Je devrais vous parler du mariage, du divorce, des biens et des contrats, mais je dois me borner à l'essentiel.

Le droit contemporain n'a pas hésité à porter atteinte à la liberté du mariage par

ces dispositions fiscales et sociales qui ont privilégié les concubins : je pense au cumul du revenu des époux instauré pour satisfaire l'orgre fiscal, je pense à la perte, des pensions pour l'attributaire qui se remarie.

Les nouvelles dispositions légales et la tendance de la jurisprudence en matière de divorce vont dans le même sens : le discrédit sinon la négation de la liberté sous la forme noble de l'engagement.

La matière des contrats dominée par l'article 1134 : « Les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites », n'est plus qu'une cruche vidée de son contenu par la multitude des dispositions impératives nouvelles. Cet article n'est plus qu'un témoin d'un passé révolu.

La propriété était le moyen par lequel l'homme s'assurait lui-même son indépendance. Le droit de la propriété n'est plus qu'un moyen de politique économique. L'homme ne peut tenir sa liberté que de la collectivité.

Mais c'est surtout le droit social et le droit économique que je voudrais examiner avec vous.

Avant de relever, en matière de droit social, les éléments destructeurs de la personnalité que contient le droit contemporain, je dois à l'objectivité de dire tout d'abord que c'est dans cette matière plus que partout ailleurs, que le droit a rempli son rôle de créateur des conditions premières de liberté au profit du plus grand nombre.

A défaut d'avoir vécu la situation existant au XIX^e siècle, nous en retrouvons des traces suffisamment parlantes, dans la littérature, dans la peinture, dans les évocations qui en sont faites, pour nous en faire une idée précise.

La négation de l'homme par la négation du respect de sa personnalité, quand il était un être faible, l'ont caractérisés.

Les conditions matérielles dans lesquelles se trouvait l'homme au XIX^e siècle, constituaient un véritable asservissement pour lui. Jamais il n'aurait pu, dans pareilles conditions, jouir d'une véritable liberté et l'exercer. Pensez au temps de travail que prestait les ouvriers de cette époque, pensez aux conditions de travail et aux risques qu'ils couraient, pensez à l'âge auquel ils travaillaient, pensez à l'abrutissement qui devait en résulter.

On doit donc effectivement au droit social qui est le nôtre, d'avoir rendu possible la libération de l'homme économique faible.

Mais ce droit social du XX^e siècle a comme caractéristique essentielle, un mot clé que l'on retrouve comme tête de chapitre dans tout le droit social : c'est le mot *sécurité* ou ses synonymes. Je pense à la *sécurité sociale* dans ses différentes applications, je pense à la protection de la rémunération, je pense à la stabilité de l'emploi, je pense à toute cette énorme réglementation du droit social dont l'expression la plus tangible est le poids que pèsent actuellement les quelque mille pages du code social.

Il faut craindre l'excès de sécurité qui s'annonce car la sécurité est une drogue. Plus on en a, plus on en veut.

Elle présente, me paraît-il, deux dangers. Le premier réside dans la puissance que la société acquiert sur l'individu en étant la détentrice et la dispensatrice de la sécurité. Au jour de la sécurité idyllique et totale naîtrait une féodalité nouvelle, celle de l'individu serf au service de l'Etat suzerain. Le droit social a supprimé l'asservissement de l'homme à l'homme et il doit continuer à le faire. Mais saura-t-il éviter un nouvel asservissement pour l'homme, celui de son assujettissement total à l'Etat ? Lorsque l'on sait que maintenant déjà l'homme a confié, par le jeu des cotisations de sécurité sociale, 40 % de la liberté concrète qui en découle, à des institutions impersonnelles ou à des organismes dépendants de l'Etat, on peut se

poser cette question et craindre une réponse négative.

2- Le deuxième danger réside dans la faiblesse que la sécurité confère à l'individu. Nul ne peut nier que la liberté vraie naît de la force de caractère. Pour se dominer soi-même, pour se vaincre, pour pouvoir choisir contre le mal qui tente, le bien qui fait le pain dur, il faut cette force de caractère qui caractérise l'homme vrai. Il faut aussi avoir gardé en état d'exercice permanent le sens de l'effort et surtout le sens du mérite.

Ainsi, la sécurité, condition de la liberté, peut aussi détruire, en supprimant le sens du mérite, le sens de l'effort et par là la force de caractère, la capacité d'être libre.

HITLER avait parfaitement compris la réalité de ces deux dangers. Il voulait l'asservissement total de l'individu à la société, entendons-nous, à ce qu'il considèrerait comme l'élite de la société. Il était d'autre part suffisamment démoniaque pour présenter comme un souhait, une situation asservissante. C'est pour cela que dans un de ses discours parlant du national socialisme qu'il présentait comme un paradis, il a dit : « On prendra l'homme en main tout enfant pour ne plus le lâcher jusqu'à l'âge, de la retraite. Personne ne pourra dire qu'il y a une période de sa vie où il a été laissé à lui-même. »

Si l'orientation actuelle du droit social était poursuivie, on verrait se multiplier le type d'homme falot qu'exceptionnellement, il est vrai, la sécurité a déjà produit.

Il faut, comme un palliatif, que le droit social développe au contraire, les conditions favorables à l'éclosion des vraies libertés individuelles. Voilà donc où peut mener la déification de la sécurité.

Sur le plan du droit économique, et c'est par là que je terminerai, on constate deux tendances essentielles ou plutôt deux axes au droit contemporain.

Le premier axe c'est celui-ci : La liberté individuelle économique n'est plus considérée en raison de sa fonction normale mais seulement comme un moyen, un moyen de progrès économique ; il faut la canaliser en vue uniquement d'en tirer une efficacité maximum.

Le deuxième axe est la recherche d'une croissance maximum, parce que le progrès économique naît d'une production maximum qui postule à son tour une consommation maximum.

Pour illustrer ce premier axe, je vous parlerai du Traité de Rome, qui organise au sein du Marché Commun, le régime non d'une liberté surveillée, ce qui se concevrait parfaitement, mais d'une liberté-moyen.

On peut résumer ses préceptes comme

- 1) Interdiction formelle aux entreprises de prendre entre elles des accords pour fixer les prix de vente et d'achat, limiter ou contrôler la production ou les débouchés, répartir des marchés ou des sources d'approvisionnement, appliquer à un partenaire des conditions inégales et aussi fausser la libre concurrence dans les pays de la communauté.
- 2) Interdiction à une entreprise d'abuser de sa situation dominante, par des pratiques semblables à celles que je viens d'énumérer et qui fausseraient pareillement la libre concurrence.
- 3) Interdiction de vendre moins cher sur les marchés extérieurs que sur le marché national, autrement dit de pratiquer une politique de dumping.
- 4) Interdiction pour les Etats d'aider des entreprises de manière à ce qu'elles puissent fausser la concurrence.

Au sein de l'économie, on est donc bien passé de la liberté surveillée à la liberté-moyen. Le rôle de l'homme dans l'exercice de sa profession n'a plus de sens moral. L'homme est réduit au rang de

l'instrument manœuvré par une entité abstraite.

La seconde caractéristique était, vous disais-je, la croissance maximum de la production et de la consommation.

La recherche de la croissance maximum enferme l'homo economicus dans une spirale infernale composée de trois éléments qui se poursuivent l'un l'autre : production, emploi, consommation.

Il faut consommer beaucoup pour que l'on puisse produire beaucoup et pour que l'on puisse. une grosse production, offrir beaucoup d'emplois, et la spirale se poursuit : il faut augmenter la consommation pour que l'on puisse produire plus, pour que l'on puisse fournir plus d'emplois. Il faut augmenter la rémunération des emplois pour que l'on puisse consommer plus, pour que l'on puisse produire plus.

Il faut, en d'autres termes, créer des besoins nouveaux de luxes nouveaux, pour faire tourner plus vite une économie qui s'enrichit à la mesure de sa vitesse de rotation.

L'écœurement de cette vie bête et matérialiste où l'homme devient « insecte » comme le disait Daniel Rops, produit cette crise de la jeunesse, ses mouvements en sens divers, ses refuges ; je pense à la drogue, je pense au mouvement hippie, ou alors il amène ce mode de vie stupide, où l'on voit l'homme trimer et faire trimer sa femme pendant huit heures par jour, sans lever la tête, pour ensuite s'abandonner côte à côte mais silencieusement devant une télévision où on aura choisi pour eux l'occupation de leurs loisirs et ils s'endormiront ensuite, l'esprit toujours occupé par la vision de la voiture de leur rêve, du frigo doré ou des jeux sans frontières ...

Cet homme, que le français caractérise par ces mots : « boulot, dodo, métro », est axé entièrement, conditionné entièrement par la société de surconsommation et n'a plus de liberté parce qu'il est

devenu un obsédé de l'arrivisme ridicule de la grosse cylindrée, incapable de penser, par cette obsession, aux autres valeurs qui pourraient le grandir.

Paraphrasant Jean-François REVEL dans une chronique de l'Express, je pourrais dire : « L'Etre devient gras, le Néant doit lui surveiller la ligne. »

La deuxième conséquence de cet axe de la croissance maximum, c'est la condamnation que son orientation porte en elle-même.

Tout le monde a pris connaissance, dans une mesure plus ou moins large, du rapport de MANSOLT. Pour lui, notre surconsommation va nous amener nécessairement à une économie de pénurie entièrement planifiée.

Je vous citerai avec un vif plaisir cette phrase admirable que j'ai lue et qui illustre bien l'illusion dans laquelle MANSOLT dit que nous vivons : « L'orange dans les branches de l'arbre appuyé au couchant, se flatte d'être soleil, quand le soleil se meurt, sans savoir qu'elle lui doit encore d'être plus dorée que lui. La nuit la renseignera vite. »

S'appuyant notamment sur le rapport du M.I.T., MANSOLT constate que si la démographie suit son cours actuel, la population du monde aura doublé dans les trente années qui viennent. Et pourtant, actuellement déjà, les deux tiers du monde ne mangent pas à leur faim.

Il constate parallèlement que notre consommation de matières premières et d'énergie est de vingt cinq fois supérieure à la consommation par habitant dans les pays sous-développés et parallèlement, que les réserves d'énergie et de richesses naturelles ne sont pas inépuisables.

Il constate la pollution dont tout le monde parle et dont je ne vous entre-tiendrai pas.

Il va à la recherche des remèdes. Le remède pour lui consistera dans une économie de pénurie planifiée qui abou-

tirait à une forte réduction de la consommation des biens matériels par habitant, à une prolongation notable de la durée de vie de tous les biens d'équipement, en prévenant le gaspillage, à une réduction considérable de la production des biens non essentiels, à une lutte sans merci contre la pollution par des mesures adéquates, à une lutte contre l'épuisement des matières premières, par la réorientation des investissements vers le recyclage. Le remède, ce sera aussi une action puissante sur la démographie.

Je ne sais si MANSOLT a raison, mais s'il a raison, il montre que l'escalade se poursuit vers un monde qu'a déjà décrit Aldous HUXLEY, vers un monde « cauchemardesque » où l'homme grand devra épouser une femme petite pour que leur descendance ait une taille standard et qu'ainsi la communauté puisse faire une économie sur la hauteur des transports en commun, où le degré d'instruction sera déterminé uniquement en raison du quotient intellectuel, les plus doués étant destinés naturellement au service du ministère des finances. Un monde cauchemardesque où bientôt on imposera le sexe de l'enfant à concevoir sous le prétexte que sans cette planification il y aura toujours des vieilles filles aigries.

Alors que faire dans un monde pareil ?

Il faut que des hommes se lèvent pour clamer la valeur de la vraie liberté. Et si ces voix n'étaient pas entendues ? Que faire ?

La solution pour les esprits d'élite serait leur sagesse,
pour l'homme d'action la politique ou à défaut l'anarchie,
pour le solitaire individualiste une oasis dans le désert ou un bateau sur la mer,

N'a-t-on pas dit : « Le diable un jour entra dans un couvent pour s'y faire l'avocat du Bon Dieu ».

Namur, le 9 décembre 1972.

CARNET



ANTHINEA (1), une jeune revue d'études historiques, a consacré son numéro de janvier à l'Historiographie. Cette *« histoire de l'histoire ... réflexion au second degré non seulement sur la manière d'écrire l'histoire, mais surtout sur les divers postulats psychologiques et intellectuels, politiques et sociaux qui sous-tendent « hic et nunc » le métier d'historien, conditionnent sa démarche et pondèrent ses conclusions »*, a été longtemps négligée en France. Il est donc fort intéressant de trouver, outre un compte rendu du Premier Colloque International d'Historiographie réuni à Aix-en-Provence il y a quelques mois, une étude très sérieuse de *« La Révolution Française et de ses historiens »*. Comme le rappelle l'auteur, un tel sujet *« a divisé et continué à diviser les historiens »*. Le temps du manichéisme sommaire est bien dépassé, et pourtant les polémiques sont encore nombreuses, et témoignent combien *« cette question (est) au cœur du rythme fondateur de la France contemporaine »*.

Thème unique également pour MATULU, célébrant le cinquantième anniversaire de la mort de Barrès, dans son numéro de Noël (2). Qui parle encore de Barrès dans la France contemporaine, sinon pour *« travestir sa pensée »* ? Cette accusation nous ne pourrions certainement pas la lancer à Philippe de Saint-Robert, Jean Dutourd, Pol Vandromme, André Fraigneau, qui tour à tour rappellent l'homme politique, le Lorrain, l'écrivain que fut Barrès. Plusieurs textes de ce dernier illustrent parfaitement le témoignage de Philippe Barrès sur son père : quelques extraits de la correspondance Barrès-Proust, et surtout l'un des plus significatifs articles de Barrès qui éclaire mieux qu'un long discours ce que lui même appelle sa *« Doctrine Rhénane »*. On comprend difficilement à cette lecture pourquoi il fut tant décrié, pourquoi on continue soit à l'ignorer délibérément, soit à privilégier ses seuls travers. En fait, *« Barrès a bon dos »*, écrit Ph. de Saint-Robert, il permet de *« prendre quelque distance avec soi-même, pour critiquer un certain excès ou un certain ridicule dans quoi, Dieu merci, il va de soi qu'on ne tombe pas, qu'on ne saurait tomber, et que lui est tombé »*. Ainsi, *« profondément victime de son temps (...) il a réagi bêtement à la bêtise »*, il n'a pas été *« réellement un homme politique »*. Mais ce qui rend Barrès tellement actuel n'est-il pas encore cette œuvre magistrale *« Les Déracinés »* ? François Sturel aurait-il été moins déraciné en 1973 ? Nous ne le pensons pas. Quant au nationalisme de Barrès, il permet à Ph. de Saint-Robert de livrer quelques pensées admirables sur la véritables incongruité de ce *« barbarisme »* s'appliquant *« à un pays historiquement constitué en nation depuis mille ans, comme l'est la France »* ; il est vrai, disait Maurras, que c'est la République qui oblige au nationalisme. Barrès est donc *« un signe de contradiction »* et il n'eut certainement renié l'espoir de Ph. de Saint-Robert de voir un jour les jeunes aller *« à Colombey, refaire le serment des jeunes lorrains sur le tombeau de l'Empereur »* ...

On ne s'étonne pas ensuite de lire sous la plume de Jean Dutourd que Barrès se faisait « une certaine idée » de la Lorraine, comme de Gaulle « une certaine idée » de la France. Mais ce « patriotisme lorrain » a permis à Barrès de saisir ce qui aujourd'hui encore apparaît comme essentiel. Le caractère inestimable de ces petites communautés humaines qui permettent, seules, à l'homme de parvenir à l'épanouissement complet. La véritable conclusion de cette étude appartient en définitive à Jean Dutourd lorsqu'il écrit : « *Le XXème siècle, est, par excellence, l'âge du déracinement, pour user du terme barrésien. Et ce n'est pas une coïncidence si les Etats-Unis, peuple de déracinés, y font la loi et tâchent d'imposer partout la philosophie du déracinement. L'un des mérites de Barrès aura été en tant que penseur, d'avoir entrevu cela, et en tant que politique d'avoir tenté d'y parer* ». Bien mal, malheureusement.

On redécouvre actuellement Napoléon III, et plusieurs ouvrages sont en préparation sur le Second Empire. La Nouvelle REVUE DES DEUX MONDES, publiée dans son numéro de janvier (3), un texte d'Adrien Dansette, de l'Institut, qui restitue un Napoléon III peu connu. Il tenta, en effet, de faire accepter une réforme militaire mais se heurta à l'inertie et à l'incompréhension de ses généraux. « *Miné depuis plusieurs années par la maladie de la pierre, il déploya plus de ténacité que d'énergie (...) son impuissance mesure le déclin de son autorité et l'usure de son pouvoir* ». Plus que jamais, « *le Second Empire cumule ici les faiblesses de la dictature et des gouvernements libéraux* ».

Dans le même numéro de cette revue, un remarquable article de René Huyghe sur « *L'art occidental à la conquête de l'esprit* ». On connaît ses ouvrages les plus marquants, « *Dialogue avec le visible* », « *L'Art et l'Ame* », « *L'Art et l'Homme* ». Au-delà d'une « *simple nomenclature des faits* » il tente, une fois de plus, de saisir « *le parcours des conquêtes de l'esprit humain* ». Une place de choix est donc faite à Léonard de Vinci, ce génie, qui sut le mieux « *désintellectualiser* » l'art. L'étude du clair-obscur, celle des formes fluides vont « *ouvrir des voies nouvelles à la vision picturale* ». C'est Venise avec Giorgione qui va élargir cette voie. Enfin « *surgit Tintoret* » qui développe « *l'accord logique, que Goethe souligne entre la couleur, la lumière et l'obscur* ». Et avec lui le Greco réalisant le plus sublime accord entre « *la lumière et l'esprit* ». Léonard de Vinci, Giorgione, Le Titien, Vélasquez, Véronèse, Tintoret, Le Greco, et puis Grünewald, et enfin Rembrandt ont permis que « *l'Occident, qu'on dit et qui aujourd'hui s'affirme matérialiste et positif, n'a (jamais) été plus grand qu'au cours de ces deux siècles où il a entraîné la peinture dans cette illuminante ascension* ».

Pourtant dans ce monde purement matérialiste, il est des hommes qui cherchent à s'enraciner. Retrouver son identité profonde. devenir soi-même, telle semble être l'une des quêtes les plus urgentes de notre époque. Dans le domaine de la chanson, « *musique et enracinement* » peuvent devenir synonymes : Alan Stivell en était le vivant témoin dans le dernier numéro d'ARSENAL. Mais si la chanson est un vecteur privilégié ce n'est pas le seul et les contes populaires gardent une place de choix dans ce mouvement.

Tels ces « *Contes d'un Buveur de bière* » de Charles Deulin, romancier valenciennois, associé au grand Froissart dans la dédicace du « *Moulin du Rôleur, ou les contes de Valenciennes* », de M. Florian-Parmentier (4).

Valenciennes (Le Val des Cygnes), la capitale du Hainaut, celle que l'on a nommé « *L'Athènes du Nord* », la patrie des peintres Watteau, Pater, Harpignies, des sculpteurs Carpeaux et Crauk, du musicien Jules Delsart, de nombre de romanciers essayistes, historiens, d'hommes de science, de dentelliers célèbres et de haute-lissiers anonymes ou non, cette ville si riche possède aussi plus qu'un patois un véritable dialecte, le « *rouchi* » ou parler hennuyer. C'est celui-ci qui nous rend si agréables ces contes émaillés d'expressions savoureuses et forts instructifs. Ce sont les bourgeois, et le petit peuple que nous voyons revivre avec surprise tant ils nous semblent aujourd'hui encore identiques à eux-mêmes. Des Bourgeois ridiculisés dans « *Chez la tireuse de cartes* » mais encore sympathiques.

Un peuple vivant et gai dans « *le pèlerinage de paie-la-goutte* » et aussi ces « *albrans* » (garnements) toujours présents. Enfin un très complet glossaire du langage rouchi ajoute à ce livre qui participe vraiment du folklore du pays natal dans sa plus belle dimension.

- (1) ANTHINEA, revue d'Etudes Historiques, Janvier 1973, **Mensuel**, 49, rue de Lisbonne - 75008 PARIS
- (2) MATULU, Mensuel Littéraire et Artistique, N° 20, 6, rue Papillon 75009 PARIS
- (3) La Nouvelle REVUE des DEUX MONDES, Janvier 1973. 15, rue de l'Université 75007 PARIS
- (4) M. Florian Parmentier, *Le Moulin du Rôleur*, Paul MARLIERE, libraire 59 - VALENCIENNES

NOTES



Jean Ferniot

Ça suffit

(Grasset)

L'éditorialiste de R.T.L. vide son sac. Trop longtemps il s'est tu sur la véritable nature du régime, de ce Tout État qui dirige les Français, loin de leurs soucis, sans égard pour le bien public. Un livre d'humeur, avec des traits de lumière mais qui ne formule pas de solution faute de relier les effets à leurs causes.

François Mitterrand

La rose au Poing

(Flammarion)

Le secrétaire du parti socialiste plaide pour le programme commun de la gauche. Avec talent et mordant. Il apparaît toutefois que la force du livre réside beaucoup plus dans la dénonciation du désordre établi que dans l'argumentation en faveur des nationalisations et d'une démocratie renouvelée...

Cardinal Daniélou

La culture trahie par les siens (Epi)

Le nouvel académicien exprime son inquiétude : tandis que la culture devrait apporter un contrepoids à la science et à la technique pour humaniser la civilisation moderne, elle trahit sa mission : néopositivisme, culte de l'authenticité au détriment de la vérité, historicisme détournent l'intelligence de l'être. Le cardinal insiste sur la nécessité d'une renaissance de la métaphysique.

Philippe Alexandre

Exécution d'un homme politique

(Grasset)

L'histoire de la chute de Chaban-Delmas, racontée par un spécialiste de la petite histoire de la Vème République. Pour ceux qui aiment connaître le « dessous des cartes », même lorsque celles-ci ne sont pas les plus importantes du jeu.

Robert Mungoly : EN FACE LES CRS

(France empire)

Ils ne connaissent « ni haine, ni colère, ni honte, ni gloire » cette étrange garde au service du pouvoir qui sert « tous » les gouvernements et réprime avec autant d'ardeur tous les mouvements, politiques, syndicaux, ou simplement de révolte contre la société.

Un jeune officier de CRS, Jules Candeliau, a servi en Algérie. C'est le putsch et surtout la guérilla urbaine qu'il « combat » revenu en France. Le 10 mai 1968 il est chef d'une compagnie au quartier Latin, il « combat » toujours. A quoi pense-t-il ? Ce n'est pas un plaidoyer, mais simplement un livre ayant pour objet de faire mieux connaître qui sont ces soldats de « l'ordre ».

Jean Edern Hallier

La cause des peuples (Le Seuil)

Un écrivain de race s'affirme dans une autobiographie qui est aussi l'histoire d'un engagement. Comment un grand bourgeois peut déclarer la guerre à sa classe, découvrir le peuple au-delà du parc de son manoir breton, tout en restant attaché à l'esthétique d'une rêveuse bourgeoisie.

Jean Cau **Les écuries de l'occident (La Table Ronde)**

L'ancien secrétaire de Jean-Paul Sartre a fait un très long chemin. Le voilà nitzschéen en diable, dénonciateur de la décadence provoquée par la médiocrité égalitaire. Le lecteur reste perplexe : le talent et la vérité de quelques traits n'enlèvent rien aux ambiguïtés de l'exaltation de la volonté de puissance et à de terribles obsessions.

Brigitte Gros

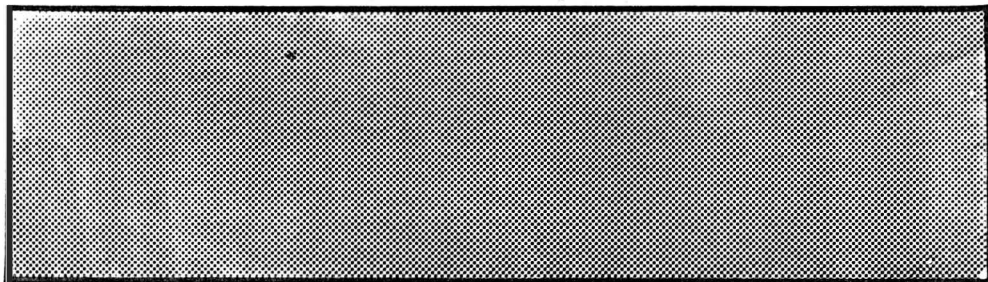
Les Paradisiennes

(R. Laffont)

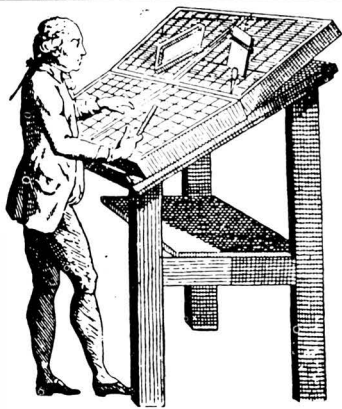
A partir d'un cas concret, celui de Meulan-Paradis dont Brigitte Gros est maire, un procès en règle de l'administration et de la politique d'urbanisme dans la France contemporaine. Serons-nous tous, un jour, des « paradisiens » ?

Hervé Villeré **L'Affaire de la Section spéciale (Fayard)**

Comment, en 1941, sous la pression de l'Allemagne, le gouvernement de Vichy a organisé une juridiction d'exception qui a envoyé trois hommes à la mort en vertu d'une loi rétroactive. Dissectée dans ses moindres détails, cette affaire accablante pour les autorités légales et ses exécutants est aussi un témoignage sur l'esprit de la Résistance, tel qu'il régnait chez les plus humbles de ses soldats.



LECTURES



les vingt ans du roi

Un beau titre, une belle couverture en couleurs, des pages entières d'enthousiasme délirant dans le Monde et le Nouvel Observateur, ainsi se présente le premier des cinq tomes que M. Claude Manceron consacre aux « Hommes de la Liberté ». On s'émerveille surtout des 1400 références « accumulées » par l'auteur, comme si la valeur se mesurait au nombre.

« Accumulées » est bien le mot juste. M. Manceron ne semble pas avoir seulement une idée de critique historique. Il ne lui vient pas à l'esprit qu'une Révolution ne s'improvise pas, qu'elle demande une préparation psychologique d'autant plus poussée que le citoyen moyen a moins à se plaindre du gouvernement qu'on veut renverser. Pour lui, tout ce qui est imprimé est vrai. Tout doit être raccordé, malgré contradictions, antinomies, absurdités évidentes. Il ne distingue pas entre documents, témoignages et œuvres d'historiens. Le livret du sacre, le journal de l'abbé de Véry, le livre de M. Edgar Faure sur Turgot, tout est cité au même titre et sur le même plan. Il ne songe même pas à opérer un classement. C'est ainsi que pour

le physique de Louis XVI auquel il attache une importance considérable, au lieu de demander leur avis aux contemporains, il va retirer de l'oubli poudreux où il était si justement tombé, le vieux travail du Docteur Galippe sur « l'Hérédité des Stigmates de Dégénérescence et les Familles Souveraines ». Pour donner une idée du sérieux du travail en question et de l'intérêt qu'il peut présenter comme source pour un historien, qu'il suffise de rappeler qu'un des stigmates de dégénérescence relevés par Galippe contre les Bourbons est la stérilité des filles non mariées de Louis XV !

C'est qu'en réalité, malgré le battage publicitaire, M. Manceron n'apporte rien de neuf. Ecrivain de gauche, il veut démontrer que la Révolution était bonne et souhaitable, et l'Ancien Régime haïssable. Pour y parvenir, il se croit autorisé à faire flèche de tout bois. Ne prétend-il pas que les écrouelles sont « l'aboutissement clinique de la misère ». Et il ajoute bravement : « Il n'y a pas d'écrouelles chez les riches », oubliant les écrouelles de ce jeune dévoté fortuné qu'était Saint-Just avant la Révolution. Il se veut, et il est réellement l'héritier de Michelet, de Gustave Bord et du Docteur Cabanès, avec le même anticléricalisme enfantin, voltairien, bourgeois pour tout dire, dont beaucoup croient à tort le modèle perdu depuis la Belle Epoque. Il ne peut guère tromper que ceux qui ont envie de l'être.

Malheureusement, ce n'est pas d'aujourd'hui qu'on essaie d'expliquer Louis XVI et l'origine de la Révolution d'une manière simpliste et rassurante, par

tel ou tel trait physique ou moral de Louis XVI : sa myopie, sa mauvaise éducation, sa faiblesse de caractère, les doutes qu'il avait sur la légitimité de son autorité. Ce ne sont pas uniquement les écrivains de gauche qui ont prétendu qu'il dormait au Conseil et qu'il se réfugiait dans le silence pour éluder les questions gênantes. Ce ne sont pas uniquement eux qui ont caché les réformes qu'il a faites et celles qu'il voulait faire, mais qu'il faut chercher dans les édits, les ordonnances et les correspondances ministérielles. Il n'est que trop vrai qu'on pourrait faire un ouvrage aussi erronné et grossièrement calomnieux que les Vingt ans du roi, en traitant avec la même méthode les dires des témoins « royalistes » et les ouvrages des historiens de droite. De Léon Daudet à Bainville, pour ne parler que des morts, ils n'ont pas mieux dit que les inspireurs de M. Manceron.

C'est pour cette raison qu'il faut beaucoup pardonner à un homme qui est moins historien que romancier, et romancier romantique, qui ne s'est pas douté que les témoignages qu'il recueillait étaient tous mensongers - à commencer par celui de Marie-Antoinette elle-même -, que leurs auteurs aient contribué à la Révolution, qu'ils aient essayé d'excuser ou de justifier la part qu'ils y ont prise, ou qu'il aient seulement voulu se dédouaner vis-à-vis de Louis XVIII.

M. Manceron devrait pourtant reconnaître la propagande là où elle existe : il en connaît les ressorts habituels, et il les utilise avec une rare habileté :

Les termes péjoratifs, quand il traite Louis XVI de « jeune allemand » (comme si c'était un vice rédhibitoire), et une monarchie qui n'a pour ainsi dire pas de forces de police, de régime « hitlérien ».

L'art de présenter tendancieusement les faits : tous les ministres du roi sont gâteux ou imbéciles, toutes les décisions du roi sont l'effet du hasard ou de l'intrigue, tous ses refus résultent de son embarras ou de son incapacité.

L'art de passer sous silence ce qui pourrait embarrasser comme l'amour de

Louis XV pour son petit-fils, et la façon dont celui-ci a été préparé au métier de roi, comme la suppression d'une grande partie de la Maison militaire du roi. - suppression qui contredit l'affirmation de M. Manceron, suivant laquelle Louis XVI « n'envisage guère de régner autrement que par la crainte ».

L'art enfin de manier la contre-vérité dans la confiance que le lecteur moyen n'ira pas vérifier, comme lorsqu'il prétend que les protestants, les juifs et les jansénistes avaient le choix en France « entre la misère, l'exil ou l'apostasie », et que les « athées publics » « n'avaient à opter qu'entre la potence et la route ».

Que dire enfin de ce livre, sinon qu'il vaut sa couverture, sa belle couverture mensongère comme lui, qui reproduit en couleurs, mais poussé au rouge, le portrait de Louis XVI par Doyen, et l'attribue à Gabriel (?). Comme l'Histoire de la Révolution qui vient de paraître aux éditions du Seuil, comme tant d'autres ouvrages et d'émissions de radio et de télévision sur le même sujet (je pense à la série tirée des Rois Maudits et à Joseph Balsamo), c'est une excellente préparation au deuxième centenaire de la Révolution, maintenant tout proche, une préparation d'autant plus efficace qu'il est de mode chez les jeunes gens de droite de mépriser l'Histoire. Il est des morts qu'on n'a jamais fini de tuer. Louis XVI est apparemment de ceux-là.

P. Girault de Coursac.



VOUS TROUVEREZ ARSENAL



Dans la région parisienne

324 rue St Honoré
36 bd St Germain
7 rue St Victor
33 rue Gay-Lussac
49 bd St Germain
149 bd St Germain
82 bd St Michel
65 rue de Rennes
113 bd St Germain
3 carrefour de l'Odéon
16 rue des Saints Pères
1 av Matignon
63 av des Champs-Élysées
84 av des Champs-Élysées
22 rue Quentin-Bauchart
15 - 17 rue de Rome
90 rue du Rocher
6 - 8 bd des Capucines

Paris 1°
Paris 5°
Paris 5°
Paris 5°
Paris 5°
Paris 6°
Paris 6°
Paris 6°
Paris 6°
Paris 6°
Paris 7°
Paris 8°
Paris 8°
Paris 8°
Paris 8°
Paris 8°
Paris 8°
Paris 9°

8 bd Montmartre
112 rue St Charles
114 rue de Sèvre
34 rue du Dr Blanche
12 rue de Passy
4 bd de Charonne
5 rue E Deloison
14 place du marché
3 rue Bellini

Paris 9°
Paris 15°
Paris 15°
Paris 16°
Paris 16°
Paris 20°
92 Neuilly
92 Neuilly
92 Puteaux

Et dans les villes suivantes :

Aix-en-Provence, Amiens, Angers,
Besançon, Bordeaux, Caen,
Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble, Lille,
Lyon, Marseille, Montpellier, Nancy,
Nantes, Nice, Orléans, Reims, Rennes,
Rouen, Strasbourg, Toulon, Toulouse.

POUR NOUS ECRIRE



arsenal

17 rue des petits-champs
tel: 742-21-93 Paris 1^{er}

pour vous abonner

NOM

Prénom

ADRESSE

Code Postal

Profession

Date de naissance

Souscrit un abonnement d'un an (dix numéros) à ARSENAL à partir du
numéro

et verse ce jour la somme de (1)

par (2)

fait à le

Signature

pour vos amis

Donnez-nous le nom et l'adresse des personnes de votre entourage susceptibles d'être intéressées par ARSENAL. Nous leur ferons parvenir l'un de nos prochains numéros.

Nom, prénom

Adresse

Profession

Nom, prénom

Adresse

Profession

(1) Abonnement normal : 60 fr

Abonnement de soutien : 150 fr

(2) Chèques bancaires à l'ordre d'ARSENAL ;

Chèques, mandats et virements postaux

à l'ordre d'ARSENAL CCP : La source 30 737 24

CHAQUE JOUR LISEZ

COMBAT



Vous trouverez des rubriques spéciales :

<i>Beaux-Arts</i>	<i>Le lundi</i>
<i>Tourisme</i>	<i>Le mardi</i>
<i>Lettres</i>	<i>4 pages le jeudi</i>
<i>Mode</i>	<i>Le samedi</i>

QUOTIDIEN LIBRE D'INFORMATION

en vente dans tous les kiosques

PUBLICITÉ

arsenal